

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE RÉGIME ADMINISTRATIF

APPLICABLE AUX

NOMADES ET MARCHANDS FORAINS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le Mercredi 5 Novembre 1913, à 4 heures et demie

PAR

G. TORLET

Président : M. JACQUELIN

*Suffragants : } MM. LE POITTEVIN
GARÇON*

PARIS

IMPRIMERIE H. JARDIN

19, RUE DES TROIS-BORNES

1913

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE RÉGIME ADMINISTRATIF

APPLICABLE AUX

NOMADES ET MARCHANDS FORAINS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le Mercredi 5 Novembre 1913, à 4 heures et demie

PAR

G. TORLET

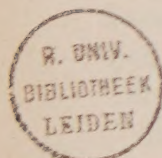
Président : M. JACQUELIN

*Suffragants : MM. LE POITTEVIN
GARÇON*

PARIS

IMPRIMERIE H. JARDIN
19, RUE DES TROIS-BORNES

1913



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

En France, comme chez tous les peuples civilisés, il existe une partie importante de la population qui se livre dans le pays à l'exercice des professions ambulantes.

Parmi les individus qui mènent ainsi une existence errante, les uns exercent réellement un métier ambulancier et en vivent : ce sont les forains et les commerçants ambulants. Les autres sont de vulgaires nomades qui, sous le couvert d'un métier, se livrent en fait au vol ou à la mendicité.

Certains de ces ambulants ont un domicile et se soumettent à toutes les lois du pays ; d'autres, au contraire, sont sans domicile ni résidence et, parmi ceux-là, beaucoup profitent de cette situation pour éviter toutes les charges fiscales et personnelles imposées aux autres citoyens et vivre en marge de la Société dont ils ont tous les avantages sans en avoir les inconvénients.

Il importe cependant que dans un pays, tous les

habitants aient une identité bien établie et qu'ils soient tous placés sur le même pied d'égalité. Une bonne administration doit donc exercer une surveillance active à ce sujet et imposer qu'il leur soit impossible de se soustraire aux lois et à la justice du pays où ils vivent.

Nous avons l'intention d'examiner ici les diverses mesures prises par notre Administration pour surveiller les ambulants, les forains et les nomades et les obligations spéciales qui leur sont imposées.

Cette surveillance de l'Administration doit s'exercer à tous les degrés ; elle ressort du Ministre de l'Intérieur, de l'Administration préfectorale et de l'Administration municipale. Ces différentes Administrations ne peuvent exercer utilement leur surveillance que si elles disposent de moyens légaux suffisants et de sanctions efficaces. Or, en France, jusqu'à la loi du 16 juillet 1912, nous ne possédions pas de loi spéciale concernant les professions ambulantes et nomades. Une seule loi, celle du 7 décembre 1874 était intervenue pour assurer protection aux enfants employés dans ces professions et tous les règlements et arrêtés pris par les différentes Administrations avaient pour seule base les lois intéressant l'ordre public, la sûreté générale, le séjour des étrangers en France. Ces lois n'étaient pas suffisantes pour permettre à l'Administration d'exercer son action avec profit, aussi une loi était nécessaire.

Cette loi, nous la possédons depuis le 16 juillet 1912.

Nous allons donc avoir à étudier deux régimes : celui qui est encore en vigueur, puisque la récente loi n'a pas reçu son application jusqu'à ce jour et celui qu'elle a instauré.

Tout d'abord, nous esquisserons un tableau de la vie ambulante et nomade et des personnages qui s'y meuvent. Nous verrons ensuite les mesures prises par l'Administration pour surveiller ces individus, les obligations auxquelles ils sont soumis, les défauts de ce régime administratif et les causes de son échec. Puis, nous examinerons les travaux parlementaires qui ont abouti à la loi du 16 juillet 1912, le régime tel qu'il ressort de cette nouvelle loi, ce qui reste de l'ancien et, pour terminer, nous essayerons de porter un jugement sur la situation nouvelle.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551427_0017

CHAPITRE PREMIER

LES DIFFÉRENTS TYPES DE NOMADES ET AMBULANTS

§ 1. — Les Romanichels et vulgaires nomades

Quand on parle des nomades, on entend par là des gens qui n'ont ni domicile, ni résidence fixe. Ils vivent sur la route et vont de village en village ; ils exercent différents métiers, tels ceux de ramoneur, de rémouleur, de rétameur, de vannier, d'empaillleur de chaises, mais en fait ces différents métiers ne servent qu'à masquer leur véritable métier : celui de voleur. On peut affirmer en effet, que beaucoup vivent de rapines

frère et d'une sœur. Ceux-ci, en raison de leur faute, auraient été condamnés, ainsi que leurs descendants, à errer sans cesse ; en revanche, ils auraient été doués du don de prédire l'avenir. Mais la réalité est toute autre. « Si le Romanichel marche sans cesse, c'est que la société des autres hommes lui fait horreur. Cela est à tel point que jamais, même pour ses enfants qu'il aime d'un amour animal et farouche, il ne consentira à accepter le secours d'un médecin. Il n'a pour idéal que celui-ci : être libre comme l'oiseau et paresseux comme le loir, ne pas tenir à la terre et aller sans cesse plus loin chercher du soleil, de l'herbe et un ruisseau pour se consoler de tout en dormant, en buvant et en chantant. Chez lui, tout est réglé par ce lancinant besoin du vagabondage..... il n'a que des métiers de nomade. » (1).

Généralement, les Romanichels vivent par bandes, par tribus, en « camps volants ». Ils demeurent dans des « roulottes » et il n'est pas rare de voir dans ces voitures une douzaine d'individus entassés tant bien que mal.

Cependant, à vrai dire, ils ne s'y tiennent guère et préfèrent suivre la voiture en marchant pieds nus sur la route. Ils sont d'une endurance à toute épreuve et

(1) *Lectures pour Tous*, No Octobre 1908.

les intempéries des saisons ne les préoccupent guère.

Dans leurs pérégrinations, ils s'arrêtent toujours à l'entrée des villages, de préférence, le long d'un taillis ou d'un bois. Aussitôt arrivés, ils mettent leurs « haridelles », ânes ou chevaux paître sur la banquette de la route, quand ce n'est pas dans un champ de trèfle ou de luzerne voisin. Les femmes et les enfants se répandent ensuite dans le village pour y mendier sous le couvert de leur faux métier de vannier ou de rempailleur de chaises.

La nuit, malheur aux « légumes des potagers, aux volailles dans les basse-cours..... tout leur est bon à prendre » ; c'est le moment pour eux de refaire leurs provisions épuisées. Aussi, sont-ils la terreur des campagnes et quand, par hasard, un camp volant vient s'installer ainsi près d'un village, on peut être certain que toutes les portes des habitations sont fermées de bonne heure.

Le villageois a largement raison de les redouter, car souvent il n'est plus le maître chez lui. C'est qu'il arrive en effet que des camps volants se concentrent et forment une véritable bande contre laquelle les gendarmes eux-mêmes sont absolument impuissants.

Il suffit pour s'en rendre compte de rappeler quelques faits cités à la tribune de la Chambre des Députés par M. Adigeard, le 26 octobre 1907. L'honorable député remarque « la tendance croissante de ces

gens-là à opérer sur certains points, à des jours fixés, de véritables concentrations qui font d'eux les maîtres du pays, au moins pour quelques heures et qui rendent toute espèce de répression impossible, même de la part de la gendarmerie, lorsqu'il n'y a pas de garnison dans le voisinage. » Il cite ensuite plusieurs faits à l'appui de ses paroles : A Guibray, au mois d'août 1906, un jour de foire, « un véritable peuple de nomades était entré dans la ville. Il a fallu une journée entière et l'emploi de la garnison elle-même pour en venir à bout. On vit alors se disperser aux quatre coins de l'horizon des colonnes de roulottes ; une de ces colonnes comprenait quarante-deux voitures à elle seule. »

Il raconte encore qu'à Eu, le maire, M. Bignon, « fut obligé de requérir une compagnie d'infanterie pour débarrasser le pays des nomades. »

Par un autre fait divers, puis dans le journal “ *La Liberté* ” du 28 Juin 1907, il montre l'audace et la puissance de ces nomades :

« LOUVIERS. — Le 24 juin, s'est tenu à Neubourg, « dans l'Eure, une importante foire dont la réputation « attire chaque année un grand nombre de marchands « et de promeneurs. Cette année, une tribu de Roma- « nichels s'est abattue sur le champ de foire et s'est « livrée à toutes sortes de méfaits. Ils étaient arrivés « dans 196 voitures, abritant une population de 1000

« nomades environ. Douze inspecteurs de la sûreté et
« un certain nombre d'agents furent envoyés par la
« Sûreté Générale, pour mettre un terme aux razzias
« de ces romanichels. Les agents, qui s'étaient dégui-
« sés en marchands de chevaux, firent irruption dans
« le campement. Les Romanichels essayèrent de fuir,
« et une compagnie de six roulottes fut en vain pour-
« suivie sur la route de Bourgheroulde par des agents
« à bicyclettes et des hommes de bonne volonté, dont
« un caporal du 24^{me} de ligne. Les nomades poursuivis
« menacèrent de leurs revolvers leurs poursuivants
« qui durent lâcher pied ».

Ces faits sont déjà anciens ; mais d'autres, tout récents montrent que l'audace de ces Romanichels est toujours la même. Nous nous bornerons à rapporter le récit qu'en fait le journal "*Le Matin*" du 30 Août 1913 :

« Montpellier, 29 Août.

« Une sanglante bagarre s'est produite ce matin, à
« l'aube près de Lunel, entre une tribu de nomades,
« comprenant plusieurs centaines de personnes, et des
« gendarmes qui avaient reçu mission de procéder à
« leur expulsion.

« Un gendarme a été tué, un maréchal des logis et
« deux autres gendarmes grièvement blessés au cours
« de cette terrible rencontre.

« Depuis quelques jours, la commune de Lunel

« était le rendez-vous de Romanichels, attirés sans
« doute par la période des vacances, et qui, installés
« d'abord hors de la ville, poursuivis par les autori-
« tés, pourchassés de droite et de gauche, étaient
« allés camper sur les bords mêmes du Vidourle, à
« environ trois kilomètres de la ville.

« Une cinquantaine de roulottes sordides contenant
« environ quatre cents personnes, pour la plupart de
« nationalité espagnole, campaient là, réparties en
« deux caravanes. Les hommes fabriquaient des pa-
« niers ; les femmes brodaient, quand elles ne se
« livraient pas à la rapine ; les enfants, eux, pillaient
« et maraudaient de droite et de gauche.

« Le maire, M. Salducci, fit signifier à ces gens peu
« recommandables, d'avoir à déguerpir dans les vingt-
« quatre heures.

« La nuit dernière, le maréchal des logis Maillol,
« accompagné de quelques gendarmes, rencontrant un
« groupe de ces gens, leur confirma l'arrêté du maire.
« Il fut insulté et menacé. Néanmoins, ce matin, à
« six heures, le maréchal des logis, accompagné du
« brigadier Rives, des gendarmes Cabane, Scaaze,
« Torquediau et Cadar, se rendit au pont du Vidourle.

« Le camp commençait à s'éveiller ; de-ci, de-là,
« les feux s'allumaient et les hommes commençaient
« le travail. Dès leur arrivée, les gendarmes furent
« entourés de tous côtés par des femmes et des

« enfants criant, gesticulant, menaçant. Les hommes
« peu à peu, venaient grossir cette troupe.

« Le maréchal des logis interpella le chef de la
« bande et lui intima l'ordre de quitter immédiate-
« ment le territoire de la commune. Le Romanichel,
« impassible, répondit :

« — Nous ne partirons pas !

« Ce fut le signal de la bagarre.

« Aussitôt toute la horde se rua sur les gendarmes
« et les coups de matraque commencèrent à pleuvoir
« sur les malheureux qui, enserrés et bousculés,
« étaient dans l'impossibilité de se défendre.

« Les femmes donnaient l'exemple et se faisaient
« remarquer par leur férocité. Bientôt, les revolvers
« entraient en jeu et le gendarme Cabane, père de
« trois enfants, recevait une balle en pleine poitrine et
« s'écroulait sur le bord de la route.

« Les cris de mort s'élevèrent alors plus menaçants.
« Deux balles de revolver atteignirent le maréchal
« des logis Maillol, une à la joue, l'autre à la nuque.
« Courageusement, le sous-officier voulut rester
« debout ; mais bientôt, assommé à coups de matraque,
« il tomba évanoui sur la route.

« A leur tour, le brigadier Rives et le gendarme
« Scaaze reçurent des coups de matraque sur la tête
« qui les blessèrent grièvement.

« Mais, subitement, avant que les représentants de

« l'autorité restés valides eussent eu le temps de faire
« usage de leurs armes, la foule hurlante des agres-
« seurs comprit l'étendue du forfait. Les plus achar-
« nés contre les gendarmes s'enfuirent en suivant les
« bords de la rivière, abandonnant sur la route quinze
« ou vingt véhicules. Les nomades disparurent dans
« diverses directions.

« L'alarme fut vite donnée. M. Laborde, commis-
« saire de police, prévenu, informa aussitôt le com-
« mandant Manul, du train des équipages, qui mit à
« sa disposition quarante hommes à cheval et la chasse
« des meurtriers commença.

« Vers Marsillargues, les soldats du train rejoi-
« gnirent une partie des fuyards dont le nombre
« s'augmentait d'autres Romanichels campés dans les
« environs et gagnés par la panique. Il y avait là
« environ une douzaine de voiture contenant 180 in-
« dividus. Tout ce monde a été arrêté, entre autres
« une femme qui, en s'enfuyant, avait laissé tomber
« un revolver de fort calibre, encore chargé de deux
« balles.

« D'un autre côté, à proximité du village de Codo-
« gnan, une patrouille de soldats du train, ayant à sa
« tête le commissaire Laborde, saisit dix voitures de
« bohémiens. Un seul homme s'y trouvait. C'est un
« nommé José Gimenez, trente-deux ans. Interrogé,
« il a fourni des renseignements et donné les noms

« des cinq principaux auteurs du meurtre, ceux qui
« ont pris la fuite par le Vidourle.

« Les prisonniers ont tous été ramenés à Lunel. »

C'est surtout dans les foires que les Romanichels montrent leur habileté : c'est là qu'ils font le plus de victimes, et « le plus d'affaires ». Pendant que les femmes disent la bonne aventure à des naïfs, les autres membres de la tribu « font les poches ». « Un des romanichels de la bande, avec une licence en règle, installe un petit éventaire, où il débite une camelote quelconque... simple couverture : tout le butin lui arrive... ses allures d'honnête commerçant garantissent contre tout soupçon » (1). Mais, où le bohémien excelle vraiment, c'est dans le métier de maquignon ; nombre de cultivateurs ont eu à se plaindre des méfaits de la terrible « bande noire ». Cette association de romanichels ne s'occupe que de voler marchands de chevaux et cultivateurs : ses membres ont des procédés sans nombre pour « rouler le paysan » : ils maquillent un cheval à leur volonté, jusqu'à le rendre méconnaissable. Ainsi « à Villeneuve-sur-Lot, un romanichel vola un magnifique cheval de demi-sang tarbais et le revendit à Villeneuve d'Agen... A qui ? à l'ancien maître, au volé qui ne s'aperçut de rien. »

(1) *Lectures pour tous*, N° Octobre 1902.

En dehors de ces faux métiers et de ces rapines, les bohémiens se livrent également à d'autres exercices : sur les foires ils exercent leurs talents de saltimbanques de la même façon que les autres acrobates, saltimbanques, bateleurs, tenanciers de jeux de hasard et autres forains.

Les bohémiens formant une population à part dans tous les pays, et, ne se soumettant à aucune loi, constituent un danger pour les populations des pays qu'ils traversent. Aussi, M. Marc Réville, député, rapporteur de la commission du vagabondage et de la mendicité, pouvait-il dire à la séance de la Chambre des Députés du 7 juin 1909 qu'ils vivent sur notre sol comme en terrain conquis, « sans souci des lois civiles
« qu'ils ignorent, ne déclarant jamais ni mariage, ni
« naissance, ni décès, et sans respect des lois pénales
« qu'ils violent effrontément. Quant aux prescriptions
« de l'hygiène, ils ne s'en doutent même pas, et sou-
« vent leur passage est accompagné de maladies épi-
« démiques et contagieuses qu'ils véhiculent dans leurs
« infectes voitures. » D'un autre côté, M. le comte d'Esterno, qui a entrepris une véritable campagne contre ces nomades, faisait observer, à la Société des Agriculteurs de France, qu'ils étaient en fait déchargés de tous les impôts directs. « Les camps volants,
« dit-il, sont : 1^o déchargés de la cote personnelle et on
« les étonnerait beaucoup, si on leur disait qu'elle

« existe ; 2^o les camps volants ne payent pas d'impôt
« des portes et fenêtres, et ils ont des maisons roulantes
« qui ont des portes et des fenêtres, mais ils ne payent
« rien ; 3^o ils ont le droit de mendier partout où ils
« passent, et la défense de mendier inscrite sur quel-
« ques poteaux indicateurs n'est point faite pour eux ;
« 4^o ils ne prennent pas de permis de chasse, mais
« ils chassent partout et dans toutes les saisons ; 5^o ils
« ne payent pas comme font les Français d'impôts sur
« les chiens, et pourtant beaucoup de ces camps
« volants ont plusieurs chiens qui leur servent à chas-
« ser dans les bois ou les buissons, ou à prendre des
« poules, les chiens ne portent pas de colliers ni de
« muselières, contrairement aux règlements qui obli-
« gent les propriétaires de chiens à leur mettre un
« collier portant leur nom et leur domicile, ils trans-
« mettent fréquemment la rage aux chiens qu'ils ren-
« contrent dans les campagnes ; ils ne payent pas davan-
« tage d'impôts sur les chevaux et voitures, tout en
« ayant au vu et au su de tout le monde, chevaux et
« voitures. C'est grâce à ces bêtes errantes, mal soi-
« gnées, mal tenues que se transmettent, se transpor-
« tent et se propagent bien souvent les maladies con-
« tagieuses ; 6^o ils ne payent pas de droit de station-
« nement et passent pourtant les nuits arrêtés sur le
« bord des routes ; 7^e les camps volants sont dispensés
« de payer patente : pourtant une grande partie d'entre

« eux avec les bois, osiers, coudriers, châtaigniers
« qu'ils dérobent le long de leur route, confectionnent
« des meubles rustiques qu'ils vendent sur leur che-
« min : paniers, corbeilles, chaises, tables, petits bancs,
« etc... ou objets quelconques ; 8° enfin tous les Fran-
« çais étant censés se servir des chemins et routes
« établis sur le territoire, et par conséquent les user,
« sont tenus de contribuer à leur entretien ou à leur
« réparation, qu'ils possèdent ou non des chevaux et
« des voitures, c'est une obligation que l'on nomme
« prestation ; les camps volants ont des chevaux et des
« voitures, ils se servent des chemins et des routes
« et par conséquent, ils les usent, puisqu'ils y passent
« leur vie, mais jamais ils ne contribuent à leur entre-
« tien et à leur réparation. » (1).

Pourtant les bohémiens, rebelles à toutes lois, se donnent néanmoins des chefs. Dans toutes les tribus il y a un chef à qui tous obéissent : l'insigne du commandement chez ce chef, est un fouet, qu'il doit paraître savoir manier rigoureusement quand le besoin s'en fait sentir. Si amoureux qu'ils soient de la liberté, les Bohémiens subissent donc un pouvoir hiérarchique, puisqu'ils ont des chefs ; mais ils font plus ; ils vont jusqu'à se donner des rois, et ces rois reçoivent des

(1) Citation de M. le Marquis de Pomereux dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi.

impôts « que tous les chefs de tribu se font scrupule d'acquitter exactement. » Ces cérémonies de l'élection et du couronnement d'un roi sont des spectacles étranges. En France, c'est dans la forêt de Fontainebleau, près des grottes de Franchart, que la cérémonie a lieu, à la mort du prince régnant.

« Les Bohémiens accourent de tous les points, costumés et maquillés pour échapper aux curieux. Des sentinelles placées sur les hautes roches, surveillent l'espace. A la nuit les feux s'allument, la délibération commence. Quand l'accord s'est fait sur un nom, on attend avec impatience le moment solennel de deux heures du matin. Tous les chefs de tribu regardent alors vers l'Orient, cet Orient dont ils sont venus jadis, et offrent trois génuflexions aux trois étoiles qui ont guidé leurs pas depuis leur lointaine fuite. L'élu tend son doigt, l'anneau d'or y est passé au milieu du grand silence des prières et des arbres. Il est roi jusqu'à sa mort. » (1).

Ceci n'est pas spécial aux Bohémiens de France : en Espagne les Gitanos ont un roi. « En Angleterre les Gypsies donnent à présent la préférence à une reine. Leur dernier roi Esaü Smith a rendu à Dieu son âme de vieux brigand en 1846. Il respirait et volait depuis 86 ans. Il jouissait parmi ses congénères du Royaume-

(1) *Lectures pour Tous*, N° Octobre 1908.

Uni d'une faveur universelle, réglait toutes les querelles entre tribus bohémiennes et touchait l'impôt — ce qui ne l'empêchait pas de maquignonner avec ardeur. » (1).

La reine Victoria vint, paraît-il, incognito, rendre visite à la reine qui succéda à Esaü Smith, et elle trouva que la royale Gypsie avait « fort bon air ».

Comme tous les peuples les Bohémiens ont des croyances. En France leur pèlerinage à lieu tous les ans le 25 mai en Camargue, à l'Eglise des Saintes, à la fête des Saintes Maries de la mer. A ce pèlerinage, les grandes tribus européennes se font représenter; les Gitanos d'Espagne, les Zigueners d'Allemagne, les Zingaris d'Italie envoient leurs délégués. Suivant la légende bohémienne, l'Eglise des Saintes fut bâtie à la place même où débarquèrent les Maries de l'Evangile avec leur servante « Sara ». C'est cette servante, cette Sara que les Romanichels ont choisie comme patronne, et ce sont ses reliques qu'ils viennent vénérer dans l'Eglise des Saintes. Il faut dire cependant qu'au regard de l'Eglise catholique, Sara n'est pas une sainte authentique.

Certains, M. Fernand David entre autres, croient que les Romanichels ne viennent pas seulement vénérer les restes de Sara, mais encore adorer une

(1) *Lectures pour Tous*, N° Octobre 1908.

vieille divinité païenne. La crypte de l'Eglise des Saintes Maries de Camargue, possède en effet un monument intéressant « c'est un autel du Dieu Mithra, dieu païen du feu et de l'eau » et sur cet autel est placée la châsse qui doit contenir les ossements de Sara. Les Romanichels vénèrent-ils plus spécialement Mithra ou Sara. C'est ce qu'on ne sait pas.

Somme toute, avec ses croyances, sa conception sociale et morale de la vie, la population bohémienne constitue un phénomène bizarre au milieu des pays civilisés.

§ 2. — Les Forains

Nous venons de voir que les Romanichels constituent en somme la partie la plus mal famée de la population errante.

Les forains sont, en général, d'une moralité supérieure. Ils vivent aussi en nomades, allant de ville en ville, de foire en foire, mais pour y exercer réellement un métier ou un commerce. Ils ne vont pas droit devant eux, comme les Romanichels, sans s'occuper de l'endroit où ils s'arrêteront. Non. Ils suivent souvent très régulièrement les fêtes foraines et les foires à grandes attractions. On rencontre encore parmi eux, il est vrai, des membres douteux qui « vivent de tromperie, de maraude ou de prostitution clandestine » ou

des individus qui se mêlent à eux, pour dépister la justice avec laquelle ils ont des démêlés ; mais, dans leur ensemble, ils vivent du produit de leur travail.

La surveillance des forains est relativement aisée. Beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, ont un domicile : ceux qui n'en ont pas sont toujours ou presque toujours porteurs de pièces d'identité ; ils ne peuvent pas s'en passer facilement, car, il leur en faut pour s'installer sur une fête et exercer leurs métiers ; souvent même une licence leur est nécessaire. Ils se conforment assez docilement aux règlements des foires et des marchés et acquittent leurs droits de place.

Depuis le ^{xvii}e et le ^{xviii}e siècle, où les forains fréquentaient le Pont-Neuf ainsi que les foires de St-Germain et de St-Laurent leurs métiers sont toujours restés les mêmes, sauf les perfectionnements apportés par les progrès industriels. On voyait alors comme aujourd'hui des charlatans, des bateleurs, des montreurs d'animaux sauvages ou exotiques. Les petits forains sont innombrables, les uns sont marchands de guimauve, deberlingots, de pain d'épices, d'autres tiennent des manèges de chevaux de bois ou de vélocipèdes, des jeux de balançoires, de petits cirques ou des théâtres, des cinémas ou des panoramas, des musées d'anatomie où sont expliqués principalement les organes de la génération. A côté de ces attractions, viennent s'en installer d'autres de moralité plus ou moins douteuse

comme les baraques mystérieuses où l'on contemple des phénomènes : femmes colosses, femmes torpilles, femmes chiens, femmes à quatre jambes, hermaphrodites ; ces baraques sont souvent des lieux d'invitation à la prostitution. On rencontre également les tenanciers de roulettes ou autres jeux de hasard, fins escrocs qui laissent gagner les petits enjeux, mais empochent les gros et savent toujours modifier le hasard suivant leurs besoins.

A côté de ces petits forains il y a les tenanciers des grandes attractions qui sont d'ordinaire excessivement riches. Certains possèdent dans les banques des crédits se chiffrant par centaines de mille francs et sur les places un matériel d'une valeur considérable nécessitant pour les transporter des trains entiers. Il suffit d'évoquer les noms de Barnum, de Bidet, de Pezon, pour se rendre compte de l'importance des capitaux engagés par ces forains.

Comme une bonne partie de leurs contemporains, les forains ont senti le besoin de s'organiser ; ils ont suivi le mouvement syndical et possèdent à l'heure actuelle plusieurs groupements professionnels, les principaux sont : *l'Avenir Forain* et *l'Industriel Forain*.

Ils ont aussi des journaux comme « *l'Action Foraine* » qui les renseigne sur les fêtes et foires à suivre, avec les différentes chances de profits. Mais ces groupements et ces journaux, ne fournissent pas seulement à leurs

adhérents des renseignements, ils viennent aussi en aide à ceux qui ont des difficultés avec la justice : ainsi, les bijoutiers de Saumur avaient, en 1910, poursuivi des « loteurs » devant le tribunal correctionnel, la corporation prit la défense des inculpés et obtint gain de cause ; de même, la ligue de la licence des rues ayant poursuivi, en 1912, deux tenanciers d'un musée anatomique, leur syndicat les soutint devant les tribunaux de Bordeaux et de Rennes. Là ne se borne pas l'action de ces syndicats, ils entrent même en lutte contre les municipalités qui leur font des règlements trop sévères, les taxent de droits trop élevés et vont jusqu'à boycotter les foires de ces pays. A Paris, en octobre 1910, ils boycottèrent la fête du boulevard Richard-Lenoir pour protester contre une augmentation du droit de place. Cette année les Forains menacent également de boycotter la foire de Saint-Romain à Rouen, la municipalité ayant supprimé il y a deux ans les autorisations accordées jusqu'à ce jour aux « loteurs ».

Les Forains diffèrent donc essentiellement des Romanichels, cependant ils sont souvent mêlés les uns aux autres sur les foires et fêtes foraines ; aussi était-il nécessaire de leur donner un règlement administratif. D'ailleurs, les honnêtes forains ont toujours désiré que de sérieuses mesures soient prises, afin de ne pas se trouver sur les foires et marchés en contact et même aux prises avec des gens satis avec.

§ 3. — Les Commerçants Ambulants

Avec les commerçants ambulants nous rentrons dans la population normale du pays ; ils ont un domicile ou une résidence et c'est là qu'ils payent leurs impôts et en général remplissent leurs devoirs de citoyens. Ils vont vendre à domicile ou sur les foires et les marchés, mais à la différence des forains, ils reviennent chez eux à époque fixe une fois leurs tournées terminées. La plupart du temps ils se livrent au commerce de la poterie, de la mercerie ou de la rouennerie. Ces commerçants sont ainsi suffisamment décrits : toutefois, il ne faut pas ranger parmi eux les commerçants ayant boutique ouverte dans une localité qui vont vendre accessoirement dans les communes environnantes comme font à la campagne les épiciers, les boulangers ou les bouchers.

CHAPITRE II

LE RÉGIME ANTÉRIEUR A LA LOI DU 16 JUILLET 1912

Depuis très longtemps, les déprédations commises par les Romanichels avaient ému l'opinion en France. On ferait des volumes énormes avec les récits des journaux sur les rapines, les vols et même les crimes commis par ces nomades ; les quelques faits divers rapportés précédemment sont suffisants pour nous édifier sur leur conduite.

Nous n'avons pas d'ailleurs l'intention de traiter ici de la criminalité chez les nomades ; nous devons nous borner à l'étude de la réglementation qui les concerne.

Cette réglementation a pour but d'épurer le pays de ces nomades et des gens sans aveu ou bien s'ils y demeurent, de les contraindre à avoir une identité certaine qui permette de les retrouver partout s'ils se sont rendus coupables de quelque méfait.

En effet, pourquoi laisser courir ainsi sur nos routes ces pillards ? Telle est la question que se pose tout habitant de notre beau pays de France. Du moins, s'il n'est pas possible de les rendre à leurs pays d'origine, pourquoi ne pas contrôler plus sévèrement leur identité et les punir lorsqu'ils sont coupables ?

Il faut dire que jusqu'à ce jour, le pouvoir était à peu près désarmé en face des nomades à cause de leur situation équivoque.

Le projet de loi déposé à la Chambre des Députés le 25 novembre 1908 par M. G. Clémenceau, au nom du Gouvernement, contient dans l'exposé des motifs, un passage très significatif qui montre bien la situation d'alors. M. Clémenceau envisage les divers moyens que possède le Gouvernement pour contraindre les nomades à avoir une situation régulière, à avoir des pièces d'identité ou à quitter le pays.

Peut-on les poursuivre comme vagabonds ? Répondent-ils bien à la définition de l'article 270 du Code Pénal ?

« Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui
« n'ont ni domicile certain, ni moyen de subsistance

« et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession. »

Voici la réponse du projet Clémenceau : « Vis à vis des vagabonds, la police et la justice sont mal armées, évidemment, mais elles sont armées tout de même et, avec une vigilance soutenue, le vagabondage peut être combattu.

« Il n'en est pas de même pour les nomades ; ils sont rarement sans ressources d'aucune sorte, ils ont comme domicile leur roulotte, ils exercent divers métiers, étranges sans doute et souvent de peu de surface, mais enfin des métiers qui ne permettent pas de leur appliquer l'article 270 du Code Pénal. »

Cependant, peut-être y a-t-il aussi un peu trop d'indulgence de la part des tribunaux, trop de faiblesse même dans la répression.

Dans son rapport du 28 mars 1898, au nom de la Commission extra-parlementaire chargée de rechercher les moyens propres à améliorer la police du vagabondage et des campagnes, M. de Marcère constate ce relâchement des Parquets. « Les magistrats renvoient le plus souvent les vagabonds que les gendarmes leur amènent. » La proportion des vagabonds relâchés ou acquittés par les tribunaux est de 50 0/0 ; les nomades ont toujours une pièce d'argent pour prouver qu'ils ne sont pas sans ressources. Aussi, la commission

engage les tribunaux « à ne pas trop céder aux apparences » et si cela est nécessaire, elle demande au Gouvernement de provoquer une modification à la loi.

Ne pouvant pas, à son avis, les atteindre de cette manière, M. Clémenceau examine ensuite s'il ne pourrait faire mieux avec les mesures de police relatives aux étrangers. Il envisage trois textes qui régissent le séjour des étrangers en France :

1^o La loi du 3 décembre 1849 concernant le droit d'expulsion ;

2^o Le décret du 2 octobre 1888 imposant à tout étranger non admis à domicile l'obligation d'une déclaration de résidence ;

3^o La loi du 8 août 1893 qui impose également l'obligation d'une déclaration de résidence à tout étranger non admis à domicile, qui arrive dans une commune avec le dessein de s'y livrer au commerce ou à l'industrie, ou d'y exercer une profession.

Le premier texte (article 7 de la loi du 3 décembre 1849) est ainsi conçu : « Le Ministre de l'Intérieur « pourra, par mesure de police, enjoindre à tout « étranger voyageant ou résidant en France, de sortir « immédiatement du territoire français et de le faire « conduire à la frontière... etc. » M. Clémenceau le considère comme « à peu près inefficace contre les « nomades. Les puissances voisines se refusent à

« accueillir les expulsés reconduits à leurs frontières,
« quand on ne peut établir avec certitude qu'ils sont
« originaires du pays sur lequel ils sont dirigés. »

Il y a là, en effet, une grande difficulté : la plupart des Romanichels n'ont pas d'état civil, ou s'ils en ont un, leur préoccupation, lorsqu'ils pénètrent sur le territoire français, est de se défaire de toutes leurs pièces d'identité. Quand le nomade « est entre les
« mains du juge d'instruction, si on lui demande
« où sont nés ses enfants, où il s'est marié, où il
« a enterré ses morts, il répond qu'il a enterré
« les siens sur la voie publique ou quelque part dans
« un champ ; que ses enfants sont nés dans sa roulotte,
« dans une localité dont il a oublié le nom et qu'en
« ce qui concerne son pays, il est venu au monde
« quelque part, lui aussi, dans un lieu inconnu dont
« il n'a pas conservé le souvenir. » (1)

On conçoit facilement que les nations voisines fassent des difficultés pour recevoir des nomades ayant un état civil aussi incomplet. Elles en font encore davantage quand ces nomades voyagent en groupes avec chevaux et voitures. « Il en fut notam-
« ment ainsi pour la bande de trente-quatre nomades,
« composée de trois familles de nationalité allemande

(1) M. F. David : interpellation à la Chambre, 28 octobre 1907.

« qui pénétra le 3 juillet 1907 en Suisse, à Moëllisullaz.
« Cette bande avait été repoussée sur notre territoire
« par les douaniers et les gendarmes de ce pays. Nous
« ne pûmes, à notre tour, les refouler en Suisse.
« L'Allemagne refusait de son côté, l'accès de son
« territoire à ces nomades, arguant de l'imprécision de
« leur nationalité mal établie. Nous dûmes ainsi
« garder sur notre territoire des individus qu'aucun
« texte de loi n'atteint, alors que les pays voisins
« trouvent dans leur législation les armes nécessaires
« pour ne pas les recevoir.

« De même, l'application des textes portant obliga-
« tion de la déclaration de résidence est d'autant plus
« inopérante à l'égard des nomades que leur stricte
« application est déjà très difficile à l'égard des
« étrangers sédentaires. La loi du 8 août 1893, en
« effet, n'a produit aucun des effets qu'en attendait
« le législateur. Lorsque des sujets de nationalité
« étrangère exerçant une profession, un commerce ou
« une industrie, omettent de faire la déclaration
« prescrite, ils sont bien l'objet de poursuites et
« encore à la condition qu'on ait pu leur dresser pro-
« cès-verbal, mais ils ne sont passibles d'aucune
« peine d'emprisonnement. Ils ne peuvent jamais être
« arrêtés préventivement et doivent être assignés
« régulièrement. Or, la plupart d'entre eux n'ont pas
« de domicile stable et s'empressent de disparaître

« dès qu'ils savent qu'ils ont été l'objet d'un procès-verbal. On conçoit dès lors que la loi de 1893 e
« pour la même raison, le décret du 2 octobre 1888,
« soient inefficaces, à plus forte raison à l'égard des
« Romanichels. » (1).

Comment contraindre ces éternels voyageurs qui séjournent rarement plus de deux ou trois jours dans la même localité, à faire des déclarations de résidence. Ce n'est que la grande pénurie des textes législatifs qui ont poussé le pouvoir à se servir, contre les nomades, de lois qui n'ont jamais été faites pour leur être appliquées.

En effet, le décret du 2 octobre 1888 donne à l'étranger non admis à domicile et qui se propose d'établir sa résidence en France, un délai de quinze jours pour faire à la mairie de la commune où il désire se fixer, une déclaration énonçant ses nom et prénoms, ceux de ses parents, sa nationalité, la date et le lieu de sa naissance, son dernier domicile, sa profession, ses moyens d'existence, les noms, âge et nationalité de sa femme et de ses enfants s'ils l'accompagnent.

Ce serait très bien, mais le Romanichel, comme nous l'avons vu, ne se fixe nulle part et a d'ordinaire

(1) Exposé des motifs du projet Clémenceau.

un état civil des plus restreints qui se réduit souvent au nom de la famille.

De même la loi du 8 août 1898 est inefficace pour les mêmes motifs: le délai de huitaine accordé à l'étranger qui veut exercer un commerce ou une industrie dans une commune, pour faire sa déclaration, est encore trop long.

Puisqu'il n'existait pas de textes législatifs applicables aux nomades, il fallait s'y prendre d'une autre façon et rechercher ailleurs des moyens de contrainte envers eux. Nous allons examiner certains de ces moyens, puis nous verrons les mesures prises par le pouvoir central et les différentes autorités administratives sous ses ordres.

Ces mesures, basées sur les lois d'ordre public, d'hygiène et de protection de l'enfance, constituent, en somme, le régime administratif auquel forains et nomades, qu'ils soient français ou étrangers, ont été soumis dans le régime antérieur à la loi du 16 juillet 1912.

L'un de ces moyens, proposé par M. Fernand David, c'est l'application aux nomades, avec la dernière rigueur, de la loi sur la police du roulage. Comme ils sont fort souvent en contravention sur un point ou sur un autre, on pourrait leur rendre la vie très dure; grâce à cette loi, on pourrait s'attaquer à ce qui les touche le plus : leur roulotte, s'ils se refusaient à

donner caution en cas de contravention. Cette faculté de retenir, la voiture comme caution, est donnée par l'article 20 de la loi du 30 mai 1851 : « Toutes les fois
« que le contrevenant n'est pas domicilié en France,
« la voiture est provisoirement retenue et le procès-
« verbal est immédiatement porté à la connaissance
« du maire de la commune où il a été dressé ou de la
« commune la plus proche sur la route que suit le
« prévenu. Le maire arbitre provisoirement le mon-
« tant de l'amende et s'il y a lieu, des frais de répara-
« tion, et il en ordonne la consignation immédiate, à
« moins qu'il ne lui soit présenté une caution solvable.
« A défaut de consignation ou de caution, la voiture
« est retenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le
« procès-verbal. » Par ce moyen, la voiture du roma-
nichel peut ainsi être conservée en gage et vendue
pour payer les frais du procès.

On peut encore mettre la voiture en gage d'une autre façon. Souvent les nomades exercent une profession ambulante qui n'est pas exempte de patente. Or, tout patentable « est tenu d'exhiber sa patente lorsqu'il en
« est requis par les maires, adjoints, juges de paix et
« tous autres officiers ou agents de police judi-
« ciaire » (1).

(1) Art. 32, loi du 15 juillet 1880.

S'ils ne sont pas porteurs de la formule de patente nécessaire, puisqu'ils n'ont pas de domicile dans la commune, « il y a lieu de séquestrer les marchandises « mises en vente ou les instruments servant à l'exer- « cice de leur profession, à moins qu'ils ne fournis- « sent caution jusqu'à la présentation de la patente ou « ne fournissent la preuve qu'elle leur a été déli- « vrée. » (1). Nous retrouverons cette question plus loin à propos des forains.

En fait, jusqu'à aujourd'hui, la lutte contre les nomades s'est réduite à peu de chose. En vue d'assurer la sécurité et la salubrité publique, chaque autorité administrative prend des mesures destinées à empêcher le séjour prolongé des nomades sur sa circonscription. Le maire dans sa commune leur fixe un lieu où ils peuvent stationner, sans y rester plus d'un certain temps, généralement très limité; le préfet, dans son département, s'efforce de les diriger sur un département voisin par le chemin le plus direct et le gouvernement à son tour, cherche par tous les moyens à les faire passer à l'étranger ou s'efforce de les empêcher de rentrer en France. Quant à leurs rapines, elles restent souvent impunies par crainte des frais, les différentes autorités administratives cherchant seule-

(1) Circulaire ministérielle, Intérieur, 2 avril 1888.

ment à se débarrasser de ces nomades plutôt qu'à les punir.

Il faut regretter cette passivité des autorités préfectorales et surtout municipales.

Plusieurs circulaires ministérielles indiquent pourtant les mesures à prendre au sujet des nomades et des forains : ce sont celles du 13 décembre 1853 et du 6 janvier 1863 ; en se basant sur ces deux circulaires il était relativement aisé d'arrêter les nomades.

D'après la circulaire de 1853, tout étranger arrivant en France avec l'intention de s'y livrer à l'exercice d'une profession ambulante — et c'est le cas des Romanichels — est obligé d'en demander l'autorisation au préfet du département frontière et ce n'est qu'après une enquête sévère sur la moralité et les antécédents du pétitionnaire que le préfet doit lui accorder la permission qu'il sollicite ; si l'enquête est favorable, le préfet lui remet un carnet comprenant 24 feuillets cotés et paraphés et portant en tête le nom et les prénoms de l'impétrant, son âge et le lieu de sa naissance, son domicile, s'il en a un, son signalement exact, la profession qu'il entend exercer, ainsi que les noms, prénoms, lieu de naissance et signalement de chacune des personnes qui l'accompagnent.

Muni de ce carnet, le pétitionnaire peut circuler, mais il ne peut pas encore exercer librement sa profession ; dans toutes les localités où il veut travailler,

il doit présenter son carnet à l'autorité locale, et ce n'est qu'après avoir obtenu son visa qu'il peut exercer sa profession ; quand il a terminé son travail, il doit à nouveau faire viser son carnet : on voit ainsi facilement, les visas étant datés, la durée des séjours faits par lui dans chaque localité.

Ces diverses permissions, délivrance du carnet par les préfets, visa par les autorités locales, ont souvent été accordées trop facilement, et même il est arrivé que certaines de ces autorités se soient assez peu souciées des obligations qui leur incombaient : cela ressort en effet d'une circulaire du ministère de l'Intérieur, en date du 18 avril 1884, qui rappelle à MM. les Préfets que la circulaire du 6 janvier 1863 n'a pas cessé d'être en vigueur et que « les *étrangers* exerçant les professions *ambulantes* de saltimbanques, joueurs d'orgues, « musiciens, chanteurs, directeurs de spectacles, « musées, jeux forains et toutes autres industries « similaires sont soumis comme nos nationaux, quels « que soient les titres dont ils peuvent se trouver pourvus, à la formalité d'une double autorisation. »

Cette circulaire avait été provoquée par les plaintes qui s'étaient « produites au sujet de ces industriels « ambulants, que les populations soupçonnent parfois « de se livrer, sous le couvert de leurs professions, à « des actes qui intéressent la sûreté publique. » Et par la même circulaire MM. les Préfets sont invités à rap-

peler aux Maires de leur département « ces pouvoirs
« de police dont ils disposent en cette matière et les
« devoirs qui leur incombent. »

Les Maires, en effet, possèdent des pouvoirs de police assez étendus : de par leur situation, ils sont chargés de contrôler l'état des nomades et des forains qui viennent séjourner dans leur commune et s'ils ont des doutes sur certains individus, rien ne leur est plus facile que d'avertir la gendarmerie.

Ils doivent aussi faire en sorte que tout individu séjournant dans leur commune apporte son livret à viser. Aussitôt qu'un nomade ou forain arrive dans une commune et s'y arrête, le garde-champêtre n'a qu'à lui demander ses papiers pour les faire viser, et s'il n'en a pas, il avertit le maire qui en informe aussitôt la gendarmerie.

Mais le maire se trouve bien assez d'occupations ; il vise les carnets de ceux qui les lui apportent, sans s'occuper de ceux qui n'apportent pas le leur : le garde-champêtre ne s'en soucie pas davantage ; cet agent de la force publique a aujourd'hui complètement perdu de vue le rôle qui lui était assigné : il est devenu un simple employé de bureau, fonctionnaire au service du maire, du conseil municipal et du secrétaire de mairie ; il ne peut pas marcher contre les ordres du maître. Un moyen serait pourtant bien simple pour rendre à ce fonctionnaire le rôle qu'il devrait jouer : ce serait

d'en faire un auxiliaire de la gendarmerie, nommé directement par l'autorité supérieure, et dont la situation ne dépendrait pas du bon plaisir de M. le Maire.

Le maire d'une commune possède donc dans le garde-champêtre l'agent chargé d'inviter les nomades et les forains à suivre les règlements : il ne lui reste alors qu'à prendre des arrêtés et à les faire appliquer.

Les arrêtés qu'il peut prendre sont de différentes natures : les uns ont en vue la police rurale et la police des foires et des marchés ; d'autres l'hygiène et la salubrité publique ; d'autres, enfin, la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Ces divers arrêtés intéressent non seulement les nomades étrangers, mais encore les forains.

Tout d'abord, un maire doit, aux termes de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, « assurer le bon ordre, la « sûreté et la salubrité publique et notamment le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de « grands rassemblements d'hommes tels que les foires, « marchés, réjouissances et cérémonies publiques, « spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics. »

La première chose à faire pour cela, c'est d'appliquer rigoureusement les circulaires des 13 décembre 1853 et 16 janvier 1863 ; il doit donc refuser tout séjour aux nomades et forains qui ne remplissent pas les conditions fixées par ces circulaires, à savoir :

Tout étranger exerçant une profession ambulante

doit être muni d'un carnet de vingt-quatre feuillets cotés et paraphés par le préfet du département frontière où il est entré en France, et portant les renseignements que nous avons énoncés plus haut.

Si l'individu, au lieu d'être étranger est Français, il doit, avant de se lancer sur les routes, se munir d'un certificat de bonnes vie et mœurs qui lui est délivré à son domicile par le maire ou par le commissaire de police : il l'adresse au préfet de son département en sollicitant par écrit l'autorisation d'exercer telle ou telle profession ambulante.

Le préfet accorde ou refuse la permission, suivant les résultats de l'enquête à laquelle il doit procéder. La permission est constatée, comme pour l'étranger, par la délivrance d'un carnet du même genre.

En ce qui concerne les nomades proprement dits, le maire peut leur fixer un endroit pour placer leurs roulottes et leur interdire l'accès du pays, par exemple avant huit heures du matin en tous temps, et après six heures du soir l'automne et l'hiver, neuf heures le printemps et l'été.

Aux termes de la circulaire du 13 décembre 1853, les nomades et ceux qui exercent les professions ambulantes de saltimbanques et de bateleurs, qui donnent leurs représentations dans des baraques ou sous des tentes, ne peuvent s'installer dans les foires et marchés que sur les emplacements qui leur sont assignés.

Le maire doit exercer également sa surveillance sur les spectacles qui nous sont donnés à l'occasion des marchés et fêtes foraines ; il doit interdire tout ce qui porte atteinte aux bonnes mœurs et empêcher ceux qui se chargent d'expliquer ou de pronostiquer les songes, d'exercer cette profession, sous les peines édictées par les articles 479, 480, 481 du code pénal.

Le législateur n'a pas seulement cherché à protéger les gens contre les saltimbanques et charlatans qui cherchent à abuser de leur crédulité ; il a voulu aussi étendre sa protection aux enfants qui pourraient être employés dans les représentations que donnent les acrobates, les saltimbanques, les charlatans, les montreurs d'animaux, les directeurs de cirque et en général tous ceux qui exercent des professions ambulantes du même genre.

A qui le législateur a-t-il confié le soin de veiller à la protection de ces enfants ? c'est au maire. Aux termes de l'article 5 de la loi du 7 décembre 1874, les autorités municipales sont chargées de s'assurer que les mesures édictées par cette loi sont observées.

« En cas d'infraction à l'une des dispositions de la
« présente loi, les autorités municipales sont tenues
« d'interdire toutes représentations aux individus dési-
« gnés en l'article 1^{er}. Ces dites autorités seront égale-
« ment tenues de requérir la justification, conformé-
« ment aux dispositions de l'article 4, de l'origine et

« de l'identité de tous les enfants placés sous la conduite des individus sus-désignés. A défaut de cette justification, il en sera donné avis immédiatement au parquet. »

Voyons donc ces dispositions auxquelles sont assujettis les saltimbanques de toutes espèces. Le premier devoir de protection envers les enfants est de s'assurer qu'ils se trouvent placés normalement sous la conduite des entrepreneurs de spectacles. Cela a surtout de l'importance quand il s'agit des nomades qui de tous temps se sont fait une spécialité de voler des enfants, pour les envoyer mendier et apitoyer les populations.

Aussi, tout individu exerçant l'une des professions énumérées en l'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874, doit-il pouvoir justifier de l'origine et de l'identité des enfants qui sont avec lui, par un passeport ou un livret et être porteur d'un extrait de leurs actes de naissance.

Un autre devoir de protection envers les enfants est de veiller à leur santé morale et physique. A ce double point de vue, il importe qu'ils ne soient point employés trop jeunes dans les spectacles. Il est interdit aux acrobates, saltimbanques, directeurs de cirques, etc., d'employer à des exercices périlleux ou de dislocation, des enfants âgés de moins de seize ans. Cette règle est générale et s'applique même aux parents des enfants.

Il est interdit également aux mêmes entrepreneurs

de spectacles, d'employer dans leurs représentations des enfants âgés de moins de seize ans ; toutefois, quand les enfants sont placés sous la conduite de leurs père et mère, l'âge est abaissé à douze ans ; le législateur a supposé que les parents auraient assez le respect d'eux-mêmes et de leurs enfants pour ne pas les exhiber dans des spectacles d'une moralité douteuse ou leur imposer des travaux et des veilles au-dessus de leurs forces physiques.

Ces mesures destinées à assurer la protection des enfants employés dans des professions ambulantes et à contrôler l'identité des nomades et forains ne sont pas les seules qui doivent préoccuper un maire. Tous les habitants d'un même pays doivent être égaux devant l'impôt ; il importe, par suite, que forains et individus exerçant une profession ambulante n'échappent pas à la patente.

Nous avons déjà vu précédemment qu'aux termes de l'article 32 de la loi du 15 juillet 1880 « tout patentable est tenu d'exhiber des patentes lorsqu'il en est requis par les maires, adjoints, juges de paix et tous autres officiers et agents de police judiciaire ».

Le maire a donc le droit de refuser son visa à tout individu sollicitant l'autorisation d'exercer une profession ambulante dans la commune, qui ne possède pas cette pièce — Les étrangers surtout ont tendance à se soustraire à cette formalité. M. le Ministre de

l'Intérieur le constate dans une circulaire du 2 avril 1888; après avoir fait remarquer que d'après l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1880 « Tout individu, « Français ou étranger, qui exerce en France une « industrie, une profession non comprises dans les « exceptions déterminées par la présente loi, est « assujetti à la contribution des patentes » il ajoute que : « les exceptions doivent être strictement limitées aux « cas prévus et qu'il résulte de ses informations que « dans quelques départements, la majeure partie des « marchands forains, maîtres de jeux, spectacles et « autres amusements publics, qui exercent leurs « professions sur les places et dans les rues, échappent « à cette imposition. Ce sont principalement des sujets « étrangers qui trouvent le moyen de s'y soustraire.

Pour frapper les délinquants, il ordonne d'adjoindre aux mesures d'ordre fiscal prévues par la loi, le retrait de la permission ; « le stationnement « et la circulation dans les rues, places et chemins « publics, pour y établir ou colporter des marchan- « dises, donner des spectacles, tenir des jeux et « amusements, etc., etc., doivent être rigoureusement « interdits aux contrevenants jusqu'à ce qu'ils se « soient conformés à la loi. Non seulement l'autorisa- « tion municipale doit leur être refusée, mais elle « doit leur être retirée au cas où elle aurait été « précédemment accordée ; il enjoint même à tout

« agent de la police judiciaire d'exiger l'exhibition
« de la patente des marchands et industriels sus-visés,
« qu'ils soient ou non nantis de l'autorisation muni-
« cipale de stationnement sur la voie publique et
« après avoir constaté la contravention et en trans-
« mettre le procès-verbal à l'administration des
« Contributions directes, sans préjudice, s'il y a lieu,
« de saisies ou séquestres. »

Dans quels cas les nomades et forains sont-ils soumis à l'impôt de la patente? Comment sont-ils imposés? Comment doivent-ils acquitter cette redevance? Nous allons examiner successivement ces différentes questions. Quiconque, Français ou étranger, veut exercer en France une profession, un commerce ou une industrie, est assujetti à la patente, en être exempt est une exception.

Les exceptions sont énoncées dans l'article 17 de la loi du 15 juillet 1880, et l'article 8 de la loi du 19 avril 1905. A part les personnes « qui vendent en ambulance
« soit dans les rues, soit dans les lieux de passage,
« soit dans les marchés, des fleurs, de l'amadou, des
« balais, des statues et figures en plâtre, des fruits,
« des légumes, des poissons, du beurre, des œufs, du
« fromage et autres menus comestibles », tous les marchands ambulants sont assujettis à la patente. Les rémouleurs ambulants sont également exempts de la patente. Ces exceptions particulières mises à

part, il n'existe plus pour les professions habituellement exercées par les nomades et forains qu'une clause d'exception d'ordre général, celle de l'ouvrier qui travaille seul ou avec sa femme ou avec ses enfants non mariés, la patente, comprend deux droits : l'un fixe, l'autre proportionnel. Pour les commerçants établis dans une commune, le droit fixe est établi eu égard à la population, et le droit proportionnel est basé sur le loyer du patentable. Pour les marchands forains, le droit fixe ne peut être basé sur le chiffre de la population, il l'est donc sur le matériel et d'après la profession.

Les marchands forains sont imposés à raison de vingt francs par voiture et vingt francs par collier pour ceux qui possèdent des voitures à quatre roues ; si les voitures n'ont que deux roues, ce droit est ramené à quinze francs par voiture et quinze francs par collier. S'ils n'ont que des bêtes de somme ou des voitures à bras, ce droit n'est que de quinze francs pour l'une ou pour l'autre ; il est fixé à huit francs pour les forains qui ne voyagent qu'avec une balle.

Ces taxes sont encore réduites de moitié dans deux cas : 1° Quand les marchands forains ont un domicile, et qu'ils ne sortent pas d'un rayon de vingt kilomètres autour de ce domicile ; 2° quand l'animal qui porte le collier est un âne au lieu d'être un cheval.

Quant au droit proportionnel, il est fixé au vingtième

du loyer, si le forain a un domicile : si, au contraire, le forain n'a pas de domicile, ce droit est de dix francs en principal pour les forains avec voiture et cinq francs pour ceux avec bêtes de somme ou avec balle.

Pour les forains qui vendent sur bateau, le droit fixe est de vingt francs par bateau, et le droit proportionnel de sept francs en principal s'il n'a pas de domicile.

Quant aux forains tenanciers d'établissements d'amusement public, tels que tirs, arènes, tournants, massacres, loteries, panoramas optiques, photographies, cabinets de curiosités, phénomènes, jeux de force, d'adresse et de hasard, le droit fixe est de dix francs. Il est réduit de moitié, si la surface occupée par l'établissement est inférieure à douze mètres carrés et double si elle est supérieure à vingt-cinq. Pour les établissements sur rails, à moteur à vapeur ou à pivot mécanique, le droit fixé est de vingt-cinq francs ; il est de quinze francs pour ceux à la ficelle, à vélocipèdes ou à manège ; à cinq francs pour ceux mus à bras. Les tenanciers de menagerie paient trois francs par voiture servant au logement des animaux.

Les musées renfermant des personnages ou objets en cire paient un droit de dix francs, qui est doublé lorsque l'établissement occupe plus de cinquante mètres carrés. Les marchands de pâtisseries, de bonbons, de glaces, de sirops et autres objets de

consommation ont à payer un droit de dix francs, qui est réduit de moitié si l'établissement a une surface moindre de douze mètres carrés et doublé si cette surface dépasse 25 mètres carrés.

Pour les tenanciers de cirques ou théâtres forains, le droit est variable et basé sur le nombre de représentations par journée et sur le chiffre des recettes : ils doivent trois vingtièmes d'une recette complète s'ils donnent deux ou plusieurs représentations par matinée ou par soirée, et un quinzième s'ils ne font qu'une seule représentation (1).

Le paiement de la patente est effectué à leur domicile pour les forains domiciliés ; quant « aux marchands « forains, colporteurs, directeurs de troupes ambulantes, entrepreneurs d'amusements et jeux publics « non sédentaires et tous autres patentables dont la « profession n'est pas exercée à demeure fixe, ils « sont tenus d'acquitter le montant total de leur cote « au moment où la patente leur est délivrée ».

La patente de marchand forain est encore applicable à une autre catégorie de commerçants ambulants, les déballeurs, les individus après s'être rendus acquéreurs de marchandises en solde, se transportent de ville en ville pour les écouler ; ils les vendent tantôt

(1) Ces chiffres sont extraits des tableaux annexés à la loi sur les patentes du 19 avril 1905.

sous une halle, tantôt dans un local loué temporairement. Jusqu'en 1893, la situation de ces marchands n'était pas bien définie ; on les imposait comme marchands forains ou comme marchands sédentaires, suivant que leur séjour dans une localité était de durée plus ou moins longue. La loi du 28 avril 1893 décida qu'ils seraient imposés comme marchands forains, dans le cas où ils resteraient moins d'un semestre dans une localité. C'était une mauvaise mesure : dans certains cas, les petites localités, la taxe de ces marchands était plus élevée que celle des commerçants sédentaires ; dans d'autres, elle se trouvait inférieure. La loi du 19 avril 1905 (art. 11) est venue mettre un terme à ces inégalités ; aujourd'hui les déballeurs sont toujours imposés comme marchands forains ; d'après le poids et le volume de leurs marchandises, et dans le cas où ils prolongent leur séjour dans une localité au-delà de huit jours, ils sont tenus de payer un supplément de droit à leur patente de marchand forain : ce supplément est « égal à la « différence entre le montant des droits de patente « primitifs ou supplémentaires déjà imposé, et le « montant des droits qu'ils payeraient comme « marchands sédentaires dans cette localité ».

Quand le forain ou commerçant ambulant a reçu sa formule de patente de marchand forain, il doit la faire revêtir du visa du maire de la commune qu'elle

concerne et y faire inscrire son signalement. Ce n'est qu'ainsi régularisée qu'elle pourra lui servir à prouver son imposition à la contribution des patentes.

Inefficacité de ce régime et causes de cette inefficacité

Les lois et règlements que nous venons d'examiner ont été, il faut le dire, assez peu efficaces. Si une bonne partie des forains se sont astreints aux différentes obligations qui leur étaient imposées, par contre un certain nombre d'entre eux et la majeure partie des romanichels ont cherché tous les moyens pour s'y soustraire. Aussi le nombre des vagabonds qui vivent sur nos routes est-il relativement élevé. D'où cela vient-il ? Il nous semble que des résultats aussi piètres sont dûs d'une part à l'insuffisance des textes et d'autre part à la répression presque nulle des délits et contraventions, fruit de l'apathie d'un grand nombre de parquets et d'administrations préfectorales et municipales et du manque de coordination de ceux qui tentaient quelques efforts.

La législation était certainement insuffisante, mais contre ces gens insoumis à toutes les lois et sans scrupules, il fallait appliquer avec plus d'énergie les peines du vagabondage ; car, si les romanichels et certains forains ne répondent pas à la lettre à la définition de

vagabond donné par l'art. 270 du Code pénal, ils n'en sont pas moins en réalité des vagabonds et souvent très dangereux.

Ce manque de répression préoccupait depuis longtemps le Parlement. Une Commission extra-parlementaire fut instituée par un décret du 13 novembre 1897, pour rechercher les moyens propres à améliorer la police du vagabondage et des campagnes. M. de Marcère, sénateur, présenta fin mars 1898 un remarquable rapport, où il montre la situation des nomades et vagabonds en France, à cette époque, et le manque d'énergie des différents pouvoirs publics à leur égard.

La Commission a d'abord cherché à connaître le nombre d'individus de cette population d'identité mal déterminée ; le chiffre, elle l'a trouvé dans un recensement fait par la gendarmerie en 1895, le même jour, sur toutes les routes de France. Tous les individus errant sur les routes à cette époque furent interrogés par la gendarmerie et durent fournir leurs pièces d'identité, leur état-civil, leur profession. « Beaucoup
« d'isolés échappaient à ce recensement, la gendar-
« merie devant porter ses investigations surtout sur
« les individus voyageant en bandes et accompagnés
« de roulottes ; néanmoins, on put constater qu'ils
« étaient au nombre de 25.000. Ainsi, c'est une véri-
« table armée de mendiants, de vagabonds, de gens
« sans aveu, de bateleurs, de marchands ambulants,

« de rôdeurs, qui circule, qui s'impose à la charité
« publique, qui se fait héberger la nuit, et contre la-
« quelle l'action de la police aussi bien que celle de la
« justice semble demeurer impuissante. » Et le rap-
porteur en vient à se demander si la police et la justice
remplissent bien leur rôle. Pourtant, « l'action cumu-
« latrice de ces deux institutions ne sauraient manquer
« de donner à la société les résultats qu'elle est en
« droit d'en attendre, à la condition que cette action
« soit constante, mutuelle, et qu'elle en vienne au
« même but. » Comment se fait-il que le Ministre de
l'Intérieur, aidé de la gendarmerie, de la police, des
forestiers, des douaniers, des préfets et sous-préfets,
des maires et des garde-champêtres, n'obtient pas de
meilleurs résultats ?

C'est que, tout d'abord, les renseignements recueillis
sur les nomades sont éparpillés dans toutes les préfec-
tures qui ont délivré des permissions ; quand ils ont
commis quelque méfait, il est absolument impossible
de retrouver les notes qui les concernent, de savoir
s'ils ont déjà subi des condamnations et pour quelle
cause, par suite de les punir comme ils le méritent.

D'autre part, le défaut de coordination des efforts
des différents agents est la caractéristique du régime
que nous venons d'étudier — pas d'unité de comman-
dement — les services de la police et de la gendarmerie
sont indépendants l'un de l'autre : l'action des commis-

saires de police n'est pas assez étendue ; les douaniers, les gardes-forestiers, les cantonniers négligent complètement d'exercer les pouvoirs de police qui sont adjoints à ceux qui découlent de par leur fonction principale.

La gendarmerie elle-même fait faillite à son premier rôle, qui est nettement indiqué par l'article 1^{er} du décret du 1^{er} mars 1854 : « La gendarmerie est une
« force constituée pour veiller à la sûreté publique et
« assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois.
« Une surveillance continue et répressive constitue
« l'essence de son service. Elle est particulièrement
« destinée à la sûreté des campagnes et des voies de
« communications. »

Cette définition est complétée par l'article 271 :
« Les fonctions habituelles et ordinaires des brigades
« sont de faire des tournées, courses et patrouilles sur
« les grandes routes et les chemins vicinaux, dans les
« campagnes, communes, hameaux, fermes et bois,
« enfin dans tous les lieux de leurs circonscriptions
« respectives. »

M. de Marcère fait remarquer le double caractère civil et militaire de la gendarmerie : il montre l'abus qui est fait de la gendarmerie pour ce qui touche à l'application des lois militaires, « notamment en ce qui concerne le recrutement, la mobilisation, les congés. »

Il faut donc, contrairement à ce qui est, rendre plus

étroits, plus fréquents, les rapports entre la gendarmerie et les pouvoirs civils, et astreindre les gendarmes et autres agents de police judiciaire à un rôle de police plus effectif.

Le manque d'union entre la police et la gendarmerie est bien caractérisé par le petit fait suivant relaté par le journal *Le Matin* du 31 août 1913. Nous avons parlé plus haut des actes criminels accomplis dernièrement à Lunel par une bande de nomades espagnols. Aussitôt la police se met en marche pour retrouver les coupables.

« Les recherches entreprises pour retrouver les
« auteurs de l'attentat de Lunel se poursuivent active-
« ment avec l'auto de la 14^{me} brigade de police
« mobile. Les inspecteurs Gutter, Santonami, et
« Bonfils, sous la direction du commissaire de police
« Vidal, parcourent sans trêve les régions où peuvent
« s'être réfugiés les romanichels, de toutes parts du
« reste ceux-ci sont traqués. M. Vidal avait demandé,
« pour faciliter les opérations, le concours des
« gendarmes ayant pris part à l'affaire du pont de
« Lunel. Le désir du commissaire de police se com-
« prend aisément, il ne connaît les nomades que par
« le signalement qui lui en a été donné, tandis que
« les gendarmes se sont trouvés face à face avec eux.

« Or, il s'est passé cette chose incroyable dont j'ai
« été le témoin, le gendarme faisant fonction de chef

« de brigade — le maréchal des logis étant griève-
« ment blessé — le gendarme dis-je, a refusé de laisser
« partir un seul de ses hommes, sous le fallacieux
« prétexte que ceux-ci étaient fatigués et avaient des
« écritures à faire ! Devant cette mauvaise volonté, le
« commissaire de police n'a pas insisté. »

Ce fait n'aurait pas pu se produire si la gendarmerie, étant uniquement au service du ministère de l'Intérieur, ne dépendait pas en même temps de celui de la Guerre et ne perdait pas son temps à des paperasseries qui pourraient être laissées à d'autres fonctionnaires.

Et cependant, aux termes de l'article 79 du décret réglementaire du 1^{er} mars 1854, « les mesures pres-
« crites pour assurer la tranquillité du pays, pour le
« maintien de l'ordre et pour l'exécution des lois et
« des règlements d'administration publique émanent
« du Ministre de l'Intérieur ; il lui appartient de
« donner des ordres pour la police générale, pour la
« sûreté de l'Etat et pour le rassemblement des
« brigades en cas de services extraordinaires ; il lui
« est rendu compte périodiquement du service habituel
« de la gendarmerie. »

Non seulement la gendarmerie doit avoir des rapports fréquents avec le Ministre de l'Intérieur, mais également avec les préfets et sous-préfets, témoin l'article 110 du même décret :

« Le chef d'escadron, commandant la gendarmerie
« du département, adresse chaque jour au préfet le
« rapport de tous les événements qui peuvent intéres-
« ser l'ordre public ; il lui communique également
« tous les renseignements que lui fournit la corres-
« pondance des brigades, lorsque ces renseigne-
« ments ont pour objet le maintien de l'ordre et qu'ils
« peuvent donner lieu à des mesures de précaution
« ou de répression.

« De semblables rapports sont adressés aux sous-
« préfets par les commandants d'arrondissement. »

Si ce règlement était appliqué, les préfets et sous-préfets pourraient prendre contre les Romanichels ou nomades des mesures qui interviennent malheureusement trop tard, alors que des événements regrettables se sont déjà produits.

L'apathie des maires et des gardes champêtres, le trop grand nombre de fonctions imposées à la gendarmerie, la faiblesse des Parquets, l'indulgence excessive des Tribunaux, le manque de coordination des différents services, tels sont, de l'avis de la commission extra-parlementaire, les vices de ce régime.

Aussi, pour terminer, le rapporteur propose-t-il des réformes en ces termes : « Reconstituer les cadres et
« le personnel déjà existants de la milice de la sûreté
« publique, restituer aux divers agents qui la compo-
« sent leur vraie valeur, la coordonner dans son

« action multiple et une à la fois, lui fournir les
« moyens d'exécution qui lui manquent ou dont on
« on avait perdu l'usage ; rendre plus efficace l'œuvre
« de la police par le concours de la justice, susciter
« chez tous les agents, fonctionnaires, magistrats,
« gendarmes qui concourent à l'œuvre de la police et
« de la sûreté générale un renouveau de zèle, la
« volonté de travailler en commun à cette partie si
« importante de l'ordre social, réveiller chez tous le sen-
« timent de la responsabilité, mettre de la suite dans les
« idées et de la constance dans l'exécution, concentrer
« enfin, tous ces services dans une main unique, de
« degré en degré, jusqu'au sommet, jusqu'au Ministre
« de l'Intérieur, de manière que la police redevienne
« ce qu'elle doit être : une affaire d'État. Tel est, M. le
« Ministre, le but que nous nous sommes proposé par
« l'ensemble des mesures que nous avons l'honneur
« de soumettre à votre agrément. »

Les réformes proposées par la Commission ne furent jamais faites ; cependant, les conclusions de son rapporteur eurent le don d'exciter quelque peu l'énergie de quelques préfets, et, les résultats obtenus par certains d'entre eux sont intéressants à noter.

M. le Marquis de Pomereu, auteur d'une proposition de loi contre les nomades étrangers a, dans l'exposé des motifs, montré la vigueur déployée à cet égard par M. Alapetitte, préfet du Pas-de-Calais. Ayant fait

partie de la Commission extra-parlementaire, ce dernier avait à cœur de mettre en pratique les conseils donnés par la Commission. Aussi, il organisa au chef-lieu de son département un dépôt de mendicité, puis, dans tout le département, il obligea les roulottiers, les bohémiens, les saltimbanques, à se munir de la double autorisation préfectorale et municipale et tous ceux d'entre eux qui furent condamnés à un mois de prison, furent soumis au régime cellulaire. Aussi, « l'opinion
« publique est unanime, dans le Pas-de-Calais, à
« reconnaître l'heureux effet de l'ensemble des
« mesures prises. Le général inspecteur de la gendar-
« merie déclarait au terme de sa récente tournée,
« que tous les chefs de poste lui donnaient l'assurance
« que le résultat visé avait été atteint. »

D'autres prétets agirent avec la même vigueur que M. Alapetitte ; les résultats furent les mêmes : les nomades abandonnèrent ces départements inhospitaliers.

Et M. le marquis de Pomereu conclut ainsi : « Mais
« ce n'est pas seulement dans trois, cinq, dix départe-
« ments qu'on devrait prendre des mesures analogues,
« c'est dans la France entière. Qu'arrive-t-il en effet ?
« Ce sont les départements voisins dans lesquels les
« préfets se désintéressent de la question qui reçoit
« les nomades dont ils ne peuvent plus se
« débarrasser. Et puisqu'il suffit d'une persévérance

« de quelques mois pour que la réputation d'un
« département soit faite dans ce monde spécial, pour
« que tous les roulottiers et les piétons évitent cette
« terre inhospitalière, ne pourrait-on pas espérer que
« par une mesure générale, la France toute entière
« soit pour ces gens-là une terre inhospitalière. »

La loi du 16 Juillet 1912 est-elle enfin la mesure
générale, qui, si elle est fermement appliquée, va ap-
porter une solution à la question : c'est ce que nous
allons voir.

CHAPITRE III

LA LOI DU 16 JUILLET 1912

§ 1. — **Les Travaux préparatoires**

Dans le chapitre précédent, nous avons remarqué l'insuffisance de la législation relative aux nomades et forains ; il importait pour nous de créer un nouveau régime administratif plus serré, mieux organisé, bien centralisé, comportant des sanctions énergiques.

Les nations voisines : la Bavière, la Suisse, la Roumanie, la Belgique, l'Autriche, ayant établi une législation très sévère à l'égard des Romanichels dans la période qui va de 1898 à 1907, les nomades refoulés de tous les pays arrivèrent en plus grand nombre encore sur la terre hospitalière de France. Ce fut

l'occasion de nouveaux désordres qui provoquèrent une interpellation de M. Fernand David à la tribune de la Chambre, le 29 octobre 1907. A la suite de cette interpellation, la Chambre vota l'ordre du jour suivant : « La Chambre, confiante dans le Gouvernement, « compte sur son active vigilance pour assurer l'ordre « de la sécurité dans les villes et campagnes et pour « débarrasser le pays des incursions des bandes de « Romanichels. »

Le devoir du Gouvernement était donc tout tracé ; Il devait établir un projet de loi sévère contre les nomades : ce projet de loi fut déposé sur le Bureau de la Chambre le 25 novembre 1908, par M. Georges Clémenceau. Nous examinerons plus loin ce projet. D'un autre côté, diverses propositions de loi avaient été déjà déposées à la Chambre par plusieurs membres du Parlement ; ces propositions tendaient toutes au même but : « la répression du vagabondage et de la « mendicité ou la réglementation de la circulation « des nomades. » La Commission du vagabondage et de la mendicité de la Chambre fut chargée de les examiner ; ses travaux et ceux de la Chambre aboutirent à la loi du 16 juillet 1912. Etudions d'abord les différentes propositions de loi avant d'aborder l'examen de la loi elle-même.

La plus ancienne est celle de M. Cruppi. Déposée à la Chambre le 25 janvier 1899, elle ne put venir en

discussion au cours de cette législature. Elle fut représentée avec quelques modifications le 19 décembre 1907. M. Cruppi demande d'assister les vagabonds malades et incurables, mais de punir sévèrement les vagabonds professionnels. Tout individu surpris en flagrant délit de vagabondage ou de mendicité devra être conduit devant le juge de paix. Il devra alors justifier son identité tout au moins par une carte d'identité contenant son état civil, son signalement et l'indication de son dernier domicile. Cette carte d'identité, tout individu l'obtient gratuitement dans les préfetures et sous-préfetures, s'il présente des pièces suffisantes. Le juge de paix ordonnera la mise en liberté de l'individu si les justifications sont suffisantes ; dans le cas contraire, il prononcera une pénalité. Si l'enquête nécessite plus de 24 heures, le juge de paix devra renvoyer immédiatement l'individu devant le Procureur de la République et, s'il n'est pas en mesure de prouver son identité, il pourra être passible d'une peine de six jours à trois mois d'emprisonnement, sans préjudice des peines qu'il pourrait encourir du fait des lois sur le vagabondage et la mendicité.

Le point le plus intéressant de ce projet, c'est l'obligation pour le nomade d'être porteur d'un carnet d'identité, sous peine d'emprisonnement.

La proposition déposée par M. le marquis de Po-

mereu, à la date du 20 décembre 1907, a pour objet la répression du vagabondage et de la mendicité des nomades étrangers. Les nomades ne devront plus circuler sans une double autorisation préfectorale et municipale, la première devant contenir l'identité du porteur et les renseignements jugés nécessaires par l'autorité préfectorale. Les camps volants seront interdits à moins d'autorisation : de plus, tout étranger nomade voulant séjourner en France, devra, avant de franchir la frontière, « consigner une somme repré-
« sentant les impôts et les taxes que les Français sont
« tenus d'acquitter, taxe sur les chevaux et voitures,
« impôt des portes et fenêtres, contribution mobilière,
« patente, prestation pour la circulation sur les routes,
« taxe sur les chiens et les vélocipèdes. La quittance
« qui leur sera délivrée devra être présentée aux
« maires des communes traversées et à toute réqui-
« sition des autorités et des agents de la force pu-
« blique. »

Comme sanction, retrait de l'autorisation de circuler à celui qui se sera livré à la mendicité et au vagabondage.

Quelques jours plus tard, le 27 décembre 1907, une autre proposition est déposée sur le bureau de la Chambre par M. Georges Berry, on n'y trouve rien de spécial aux nomades : l'auteur demande seulement que le délit de vagabondage ou de mendicité soit trans-

formé en contravention, et que le coupable soit interné dans des colonies de travail.

Le 20 janvier 1908, M. Étienne Flandrin dépose une proposition de loi tendant à modifier la définition du vagabond. L'article 270 du Code pénal serait ainsi conçu : « Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux « qui n'ont ni domicile fixe, ni moyens de subsistance « et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession, bien qu'ils aient la force et le moyen de « travailler. »

Ensuite, M. Flandrin demande que tout nomade qui veut exercer une profession ambulante soit pourvu d'une autorisation écrite du préfet du département, dans lequel il entend circuler, et fasse viser cette autorisation par le maire à son entrée et à son départ de chaque commune. Le fait d'avoir contrevenu à ces formalités rendrait le nomade passible des peines édictées par le Code pénal contre les vagabonds. Nous verrons que la loi du 16 juillet 1912 reprit cette partie du projet Flandrin.

Puis, le 25 février 1908, c'est le tour de M. Albert Lebrun. Sa proposition de loi tend à une application plus sévère du décret du 2 octobre 1888 et de la loi du 8 août 1893; il demande qu'un règlement d'administration publique énumère les pièces justificatives obligatoires pour qu'un étranger obtienne son certificat d'immatriculation.

La Commission du vagabondage et de la mendicité ayant examiné toutes ces propositions, M. Marc Renville, rapporteur, présenta, au nom de cette Commission, le 7 juillet 1908, une proposition de loi qui n'est qu'un amalgame de toutes les précédentes : les principales clauses que nous venons de noter ont été conservées, l'identité du nomade y est bien assurée ; en plus de l'autorisation préfectorale, il doit être muni d'un carnet anthropométrique d'identité.

Le 25 novembre 1908, le Gouvernement, pour donner suite au vœu exprimé par la Chambre le 29 octobre 1907, déposa à son tour un projet de loi destiné à réglementer non seulement le vagabondage, mais encore le commerce ambulante.

C'est qu'il fallait, en effet, faire une différence essentielle entre le nomade qui exerce superficiellement une profession et le véritable commerçant. La question se trouvait donc élargie.

L'exposé des motifs rappelle « que les voyageurs
« qui parcourent les campagnes peuvent être compris
« sous les deux vocables génériques d'ambulants et
« de nomades.

« L'ambulant est celui qui va de village en village
« en exerçant une profession déterminée, ayant, par
« conséquent, des moyens d'existence ; il a souvent
« un domicile fixe.

« Le nomade est celui qui n'a pas d'habitudes régu-

« lières, vit au jour le jour, sans profession bien définie, et avec des moyens d'existence toujours équivoques : il n'a jamais de domicile fixe. »

Les ambulants et les nomades sont classés en quatre grandes catégories :

« 1^o Les ambulants français ou étrangers admis à domicile, exerçant un petit commerce, ayant un domicile ou une résidence fixe, auquel ils reviennent après leurs tournées, et où ils sont honorablement connus, en général payant patente ;

« 2^o Les artistes ambulants, tenanciers de chevaux de bois, acrobates, chanteurs et musiciens, montreurs d'animaux et phénomènes... ils exercent leur industrie les jours de foires et marchés importants ;

« 3^o Les roulottiers ou romanichels ;

« 4^o Les chemineaux et trimardeurs. »

Dans ce projet le Gouvernement demande un traitement différent suivant que l'individu répond à la qualité « d'ambulant » ou de « nomade ».

L'industriel « ambulant » est soumis à une simple déclaration analogue à celle exigée des colporteurs de livres : en échange de cette déclaration faite à la préfecture ou à la sous-préfecture de son arrondissement domicile, il reçoit un récépissé qu'il doit présenter à toute réquisition. Cette formalité doit être remplie à peine de contravention.

Pour le « nomade » les mesures sont plus sévères :

qu'il soit français ou étranger, il doit obtenir l'autorisation administrative, sous peine de prison, sans préjudice des pénalités édictées contre le vagabondage.

La preuve de cette autorisation administrative est un carnet d'identité dont le nomade doit être porteur constamment. Ce carnet est délivré au nomade français par le préfet du département où il se trouve lors de la mise en vigueur de la loi ; au nomade et étranger, par le préfet du département frontière par où l'étranger arrive en France. Dans les cas où l'identité est difficile à établir le préfet délivre un carnet provisoire.

Le projet de loi établit, en outre, un carnet collectif qui doit être entre les mains du chef de famille. Sur ce carnet sont inscrits l'état civil et le signalement de toutes les personnes qui l'accompagnent, avec leurs liens de parenté. En cas de mariage, naissance ou décès, le carnet collectif doit être présenté à l'officier de l'état civil du lieu où ces événements se produisent afin qu'il les y mentionne.

Le carnet collectif doit encore contenir le nombre et la description des véhicules et animaux appartenant au groupe : les voitures devant, en outre des plaques ordinaires, être munies d'une plaque numérotée, spéciale pour nomades, le numéro de chaque plaque est inscrit sur le carnet collectif.

Le projet laisse à un règlement d'administration pu-

blique le soin d'édicter des mesures d'hygiène et de salubrité à l'égard des nomades, notamment des mesures relatives à la vaccination antivariolique. Il impose enfin une formalité administrative au propriétaire qui concède aux nomades gratuitement ou à un prix d'argent le droit de stationner sur son terrain : d'après l'article 15 le propriétaire qui se trouve dans ce cas, doit, dans les 24 heures, avertir le Maire de la présence de nomades sur son terrain et cela sous peine d'amende.

Le projet déposé par M. Clémenceau, au nom du gouvernement fut renvoyé à la Commission du vagabondage ; celle-ci avait déjà soumis à la Chambre la proposition que nous avons relatée plus haut, sur la répression du vagabondage, elle avait inséré un seul article réglementant la circulation des nomades. Pour éviter de faire deux lois, la Commission la modifia en y intercalant les principales dispositions du projet du Gouvernement relatives aux nomades et aux commerçants ambulants.

Elle obtint ainsi un nouveau texte, qui modifiait encore les articles du Code pénal relatifs au vagabondage et à la mendicité, mais auquel s'ajoutait une réglementation de la circulation des nomades et des marchands ambulants.

Ce qui est à retenir de ce texte, c'est tout d'abord la distinction entre le nomade et le commerçant ambulant. Elle est basée sur le fait « d'avoir un

domicile et de pouvoir en justifier. » Elle n'est pas suffisante car, de cette manière, de très honorable commerçants peuvent être contraints de se soumettre à des formalités assez pénibles, imposées aux romani-chels.

Quant aux mesures relatives à la constatation de l'identité des individus, elles ne sont pas changées : déclaration pour les uns, carnet anthropométrique d'identité et carnet collectif pour les autres. Par contre, sont supprimées purement et simplement, les sanctions spéciales édictées par le projet Clémenceau contre les nomades qui ne seront point porteur des pièces d'identité prescrites les seules sanctions possibles sont la mise en fourrière des chevaux et voitures ou la consignation d'une caution.

En ce qui concerne les propriétaires de terrains concédés aux nomades, le délai est porté à 8 jours.

Sur ces entrefaites, la législature 1906-1910 avait pris fin ; la commission du vagabondage et de la mendicité de la nouvelle Chambre reprit le projet précédent et le soumit sans modification importante au Parlement, à noter seulement le rétablissement d'une sanction pénale contre les nomades non porteurs de pièces d'identité ; ils seront passibles des peines édictées par l'article 480 du Code pénal.

Mais ce projet ne devait pas être discuté par les Chambres ; le président et le rapporteur de la

Commission apprirent, en effet, qu'une certaine opposition se manifestait au Parlement contre la partie du projet relative « à la nouvelle définition juridique du vagabondage et de la mendicité et contres certaines modalités de la repression proposée. »

Si la Commission maintenait ce projet, il risquait fort d'être repoussé par la Chambre; c'était éterniser la question; pourtant la réglementation de la circulation des nomades était une mesure absolument nécessaire et particulièrement pressante. La commission retira donc son projet, pour en présenter un nouveau qui ne comprenait plus qu'une portion du précédent, la partie relative à la circulation des commerçants ambulants et des nomades.

Toutefois, des réclamations s'étant produites de la part des syndicats de forains, le rapporteur de la commission, dans l'exposé des motifs, proposa pour les forains de nationalité française qui étaient classés parmi les nomades uniquement parce qu'ils n'ont pas de domicile, la création d'un carnet d'identité qui serait d'un format différent de celui des véritables nomades, au sens préjoratif au mot.

Ce projet fut déposé le 15 décembre 1910; la Chambre l'adopta sans discussion dans la séance du 22 décembre de la même année, et le lendemain il fut déposé sur le bureau du Sénat.

Au Luxembourg, la commission du vagabondage et

de la mendicité était toute disposée à accepter sans changement le projet voté par la Chambre ; mais après discussion et pour donner satisfaction aux réclamations des forains, elle crut devoir y apporter certains changements.

En effet, les forains à la suite du vote de la loi à la Chambre, avaient envoyé au Ministre de l'Intérieur et aux Présidents des Commissions de la Chambre et du Sénat, la supplique suivante :

SYNDICAT

“ L'AVENIR FORAIN ”

N^o 2337

3, Boulevard Saint-Martin

PARIS

Les soussignés, membres du Syndicat professionnel forain “ l'Avenir Forain ”, délégués à ces fins par ledit Syndicat, ont l'honneur d'attirer respectueusement votre attention sur les points suivants :

La Chambre des Députés, dans sa séance publique du 22 Décembre 1910, a adopté *sans discussion* un projet de loi déposé par M. Marc Réville. Ce projet de loi est dénommé par son auteur :

« Relatif à la réglementation de la circulation des nomades »

Il n'a pas encore été soumis à l'examen du Sénat.

Le projet de loi comprend deux parties distinctes.

Dans la première de ces deux parties, rentrent toutes les dispositions visée aux termes de l'article premier du projet de loi. Ces dispositions, aux termes desquelles déclaration devra être faite par quiconque voudra exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulant, à la préfecture ou sous-préfecture de l'arrondissement où il a son domicile, ne changent rien ou peu de chose à l'état actuel de la législation administrative à cet égard.

Jusqu'à ce jour, en effet, les forains que nous sommes ont toujours fait semblable déclaration, et ce en vertu de la circulaire ministérielle du 13 Décembre 1853. Au lieu du récépissé dont il est question aux termes du projet de loi actuel, il était délivré et il est encore délivré présentement, un *carnet forain*. Ce carnet forain constitutif d'identité, est visé eu principe par les autorités compétentes à chaque déplacement du forain qui en est détenteur.

Le projet de loi de M. Marc Réville ne saurait donc, à cet égard, avoir la prétention de modifier ni d'innover, aux termes de son article 1^{er}, un état de choses déjà existant, mais simplement celle plus modeste de remplacer l'expression « *carnet forain* » par celle : « *récépissé* ».

La deuxième partie de cet article 1^{er} érige en délit contraventionnel le fait de la non-déclaration du commerce ambulant aussi bien que celui de la non-présentation du récépissé.

En cas de récidive, il prétend rendre applicable au délinquant les peines édictées par le Code pénal pour la répression du vagabondage.

Sans discuter qu'une sanction doive être donnée à la

néanmoins, qui sont exercées en plein vent parfois sur une table portative, voire même sur un modeste trépied.

Ces forains-là n'ont point roulotte ni wagons; ils ont seulement une caisse de marchandise qui constitue, avec leur trépied portatif, tout leur fonds de commerce.

Mais ceux-ci comme ceux-là sont des nôtres, et nous les représentons au même titre; ce sont de braves et honnêtes gens, industriels ou commerçants patentés, citoyens sur lesquels reposent de lourdes charges de toutes sortes, dont beaucoup leur sont d'ailleurs personnelles et ne frappent pas les industriels ou commerçants sédentaires.

Tous, les petits et gros commerçants ou industriels forains, membres du Syndicat professionnel « l'Avenir Forain », viennent, Monsieur le , respectueusement mais de toute leur énergie, protester auprès de vous contre le projet de loi actuellement soumis à la Chambre Haute.

La Chambre des Députés a adopté sans discussion préalable un projet de loi qui met en péril plus de 100.000 citoyens, industriels et commerçants exerçant honorablement leur métier dans ce pays.

Ce projet de loi ne tend à rien moins qu'à soumettre à l'humiliante mensuration et description anthropométrique, dont les repris de justice avaient seuls jusqu'à ce jour le triste privilège, des familles entières de commerçants et d'industriels parfaitement honorables.

Dans une lettre en date du 5 février 1911, qu'il a rendue publique, M. Marc Réville, auteur du projet de loi, prétend que ledit projet n'est pas applicable aux

« *forains patentés* », à la parfaite honorabilité desquels il dit avoir rendu hommage dans son rapport.

Malheureusement, ce que M. Marc Réville écrit au *Matin*, le 5 février 1911, ne figure pas à son projet de loi. Il y figure même exactement le contraire.

L'article 2 dudit projet spécifie, en effet, que : « Tous « nomades ou individus circulant en France, sans « domicile ni résidence fixe, encore bien qu'ils *prétendent* avoir ou qu'ils *aient* des ressources ou qu'ils « *exercent* ou *prétendent* exercer une profession ambulante, devront se munir d'un carnet anthropométrique que d'identité. »

Or, 70 pour 100 des forains propriétaires de manèges ou carrousels, théâtres, tirs, loteries, etc., sans parler des autres plus modestes, n'ont d'autre domicile ou résidence que leurs voitures ou caravanes foraines, dans lesquelles ils logent et habitent du commencement à la fin de l'année, au hasard de leurs tournées foraines et de leur remise hivernale.

Ceux-là donc tombent bien sous le coup du projet de loi de M. Marc Réville tel qu'il a été adopté par la Chambre et tel qu'il est soumis au Sénat.

Et ceux-là ne sont point les « *romanichels* » ni « *certaines nomades* » qui, pour ne pas avoir la même origine ethnique, « n'en vivent pas moins en marge de la société ! » (Lettre de M. Réville du 5-2-11).

Ceux-là sont les forains que nous sommes tous, commerçants et industriels qui paient : 1° la patente ; 2° les droits de place au profit des municipalités ; 3° droits de police ; 4° droits des pauvres ; 5° droits d'auteur ; 6° droits d'octroi, etc.,.

C'est-à-dire beaucoup plus que les commerçants et industriels sédentaires.

Nous le répétons et tenons à l'affirmer ici : 50 pour 100 des forains, qu'ils exploitent un cirque, une ménagerie, une loterie ou un tourniquet de berlingots, n'ont d'autre domicile que leur caravane foraine et d'autre adresse que le siège social du Syndicat. Ils tombent donc bien sous le coup de l'article 2, et ce par suite d'une mauvaise rédaction de cet article qui prête de la sorte aux plus graves méprises, assimilant « l'honorable forain » dont parle M. Réville au « romanichel » dont il prétend réprimer le vagabondage.

Conclusions. — Au nom de la corporation foraine dont il représente toutes les classes et tous les éléments, le Syndicat professionnel « L'Avenir Forain », dont nous sommes les délégués, a l'honneur, Monsieur le de vous demander respectueusement les modifications suivantes au projet de loi relatif à « *la réglementation de la circulation des nomades.* »

ARTICLE PREMIER

Modification comme suit des 4^e et 5^e paragraphes :

4^e paragraphe. — « Seront punis d'une amende de « onze à quinze francs inclusivement, et pourront en « outre être condamnés à la peine d'emprisonnement « pendant cinq jours au plus l'exercice de la profes- « sion, industrie ou commerce ambulant sans déclara- « tion, etc... »

5^e paragraphe. — « En cas de récidive, la peine pourra « être élevée à quinze jours de prison. »

ARTICLE 2

Suppression du paragraphe 1^{er} et son remplacement par le texte suivant :

« Tous nomades ou individus circulant en France
« sans domicile ni résidence fixe, et n'exerçant aucune
« industrie ni profession habituelles, devront se mu-
« nir, etc... »

ARTICLE 7

Les dispositions des articles 1, 2, 4 et 5 ci-dessus, ne sont pas applicables aux commerçants et industriels forains patentés exerçant d'une façon habituelle leur métier ou leur profession, et justifiant du récépissé dont il est parlé à l'article 1^{er}.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux salariés de toute origine qui travaillent d'habitude pour le compte des industriels et commerçants forains munis du récépissé, non plus qu'à ceux qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles ou agricoles, etc.,

En faisant droit à notre requête, Monsieur le vous ferez justice de toute mauvaise interprétation qui pourrait être donnée du projet de loi dont s'agit.

En ce faisant, vous agirez d'ailleurs selon l'esprit et l'intention de M. Marc Réville, qui a nettement indiqué dans sa lettre précitée du 5 février 1911, et en outre dans le rapport supplémentaire n° 585, annexé au procès-verbal de la première séance du 15 décembre 1910, que le projet dont il est l'auteur ne visait pas les forains patentés.

En outre, vous assurerez le repos et le libre exercice de leur profession à plus de 100.000 commerçants et

industriels forains parfaitement honorables et dignes d'intérêt.

Nous avons l'honneur, Monsieur le , de vous prier d'agréer l'expression de notre respectueuse considération.

Pour le Syndicat professionnel,

« L'AVENIR FORAIN »

et par ordre :

Le Secrétaire Général,

ELIE CAMPMAS.

Les grandes lignes du projet voté par la Chambre furent respectées ; toutefois, la classification en nomades et ambulants fut remplacée par une division en trois catégories.

La première catégorie comprend les commerçants et industriels ambulants français et étrangers qui ont un domicile ou une résidence fixe ; la seconde, les Français commerçants et industriels ambulants, sans domicile ni résidence ; la troisième, les nomades, quelle que soit leur nationalité.

Dans le détail, elle supprime l'obligation imposée aux propriétaires d'avertir les maires de l'occupation de leur terrain par des nomades. Le projet fut adopté au Sénat le 22 décembre 1911, mais quelques modifications de pure forme ayant paru nécessaires, un autre texte fut soumis au Sénat et adopté le 12 mars 1912.

Le projet revint alors devant la Chambre qui, sur

un avis favorable émis par la Commission du vagabondage et de la mendicité, l'accepte sans modification dans la séance du 20 juin 1912. Cette loi, promulguée le 16 juillet 1912, fut insérée à l'Officiel le 19 du même mois.

La loi

L'étude des travaux préparatoires nous a donné une idée générale de la loi du 16 juillet 1912. Voyons maintenant en détail la situation qui est faite aux individus qu'elle vise, les obligations auxquelles ils vont être astreints et le rôle imparti à chacun des degrés de l'Administration pour assurer l'application de la loi. Deux règlements d'administration publique en sont venus déterminer les conditions d'application. L'un du 16 février 1913 a pour objet la réglementation de la circulation des nomades et l'exercice des professions ambulantes, conformément à la loi ; l'autre, inséré à l'officiel du 28 juin 1913, indique les mesures de prophylaxie auxquelles sont soumis tous les ambulants forains ou nomades.

L'idée dominante qui se dégage de cette loi et des décrets qui l'ont suivie, c'est qu'il faut absolument que l'Administration puisse identifier immédiatement tous les individus qui circulent sur nos routes ; chacun d'entre eux doit à cet effet être constamment porteur

des pièces d'identité qui diffèrent suivant la catégorie à laquelle il appartient.

La première catégorie comprend les commerçants ou industriels ambulants qui sont domiciliés en France ou y possèdent une résidence fixe, un point d'attache déterminé. La nationalité importe peu : point de différence de traitement pour les Français et les étrangers, point de privilège pour les Français. Ils exercent leur industrie ou leur commerce hors de leur domicile ou de leur résidence et reviennent à époques fixes, une fois leur tournée terminée. Suivant les expressions du rapporteur de la loi au Sénat, ce sont « ces commerçants qui s'en vont dans les campagnes, sans s'écarter généralement d'un rayon déterminé, détailler leurs marchandises, mais reviennent après leurs tournées au lieu où ils ont leur principal établissement, où ils paient patente et où ils sont honorablement connus. »

En raison de cette situation, le législateur n'a pas cru nécessaire, et à juste titre, d'imposer beaucoup de formalités aux individus appartenant à cette catégorie. Il les a obligés simplement à faire une déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de leur arrondissement où ils ont leur domicile et leur résidence fixe.

Dans cette déclaration, ils énoncent leurs nom et prénoms, leur domicile ou leur résidence, la date et

le lieu de leur naissance, la profession qu'ils exercent. Ils doivent justifier de ce qu'ils avancent au moyen de pièces à l'appui. Pour les Français, le livret de famille, le livret militaire, la carte d'électeur sont des pièces tout indiquées pour justifier leur état civil. Pour les étrangers, des pièces de même nature sont également nécessaires. Les uns et les autres, quelle que soit leur nationalité, présentent en même temps un certificat du commissaire de police ou à défaut, du maire de la commune qu'ils habitent, constatant qu'ils y ont réellement leur domicile ou leur résidence. Le commissaire de police ou le maire mentionne sur ce certificat le métier ou la profession des déclarants, en spécifiant qu'ils reviennent périodiquement dans la commune. Si le certificat est établi pour un étranger, il faut y certifier que celui-ci s'est fait immatriculer conformément à la loi du 8 août 1893, modifiée par l'article 9 de la loi du 16 juillet 1912.

Les commerçants ou industriels ambulants doivent encore joindre à leur déclaration un extrait du rôle des patentes qui les concerne, à moins qu'ils n'exercent une profession, une industrie ou un commerce compris dans les exceptions prévues par la loi des patentes. Il leur faut enfin prouver qu'au moment de leur déclaration, ils ont subi la vaccination antivaricelleuse dans les première, ouzième, et vingt et unième années de leur vie. Ils peuvent faire cette

preuve au moyen d'un certificat de médecin dûment légalisé, leur situation sous ce rapport pourra également être mentionnée dans le certificat établi par le commissaire de police ou le maire de leur commune. Dans chaque commune en effet un registre des personnes vaccinées étant tenu constamment à jour, le maire ou le commissaire n'ont qu'à s'y reporter pour pouvoir certifier que les déclarants ont ou n'ont pas subi les vaccinations prescrites par l'article 6 de la loi du 15 février 1902. Ceux des ambulants qui n'auraient pas satisfait aux prescriptions de cette loi sont tenus de s'y soumettre dans le délai d'un mois.

Les formalités remplies, l'administration préfectorale délivre immédiatement aux déclarants un récépissé de leur déclaration. Sur ce récépissé mention est faite de la profession, de l'industrie ou du commerce qu'ils exercent ; au verso du récépissé est inscrite la justification relative à la vaccination.

Ces formalités n'ont rien de vexatoires : elles placent au contraire les ambulants dans une situation très indépendante. Ce récépissé qu'ils doivent produire à toute réquisition des agents de l'autorité ou officiers de polices judiciaires, constitue pour eux une sorte de brevet d'honnêteté.

Cependant, si simples que soient ces formalités, le législateur a voulu qu'elles soient observées ; aussi le

défaut de déclaration préalable ou de présentation du récépissé constitue une contravention qui est punie d'une amende allant de 5 à 15 francs et même d'un emprisonnement d'un à cinq jours. L'emprisonnement est prononcé en cas de récidive ou de déclaration mensongère.

La seconde catégorie établie par la loi est composée des commerçants et industriels forains, sans domicile ni résidence fixe et de nationalité française. Cette catégorie, il faut le remarquer tout de suite, ne comprend pas tous les forains ; les forains de nationalité étrangère en sont exclus ; or, les forains de nationalité étrangère peuvent être aussi honorables que les forains français. La commission du Sénat avait pourtant modifié à ce sujet le texte qui lui venait de la Chambre, elle estimait que « devant l'émotion
« manifestée non sans raison par les commerçants et
« industriels forains, une rédaction plus précise
« s'imposait, si l'on voulait prévenir de dangereuses
« erreurs d'interprétation, et que contrairement au
« vœu de ses auteurs, la loi visant exclusivement les
« nomades, les bohémiens ou romanichels ne pouvait
« être exclusivement étendue à des citoyens pour
« lesquels elle n'avait pas été faite. » Malgré les modifications apportées par le Sénat au texte de la Chambre, le texte définitif de la loi ne laisse pas que d'être peu favorable aux forains étrangers. Tout en

exerçant fort honorablement des métiers de forains, comme leur collègues français (avec qui ils ont ce point commun qu'ils n'ont ni domicile, ni résidence fixe) ils ne peuvent pas rentrer dans la catégorie de l'article 2 de la loi, il faut les classer avec les nomades ou romanichels.

Les commerçants et industriels forains français sans domicile ni résidence fixe, constituent donc une classe de forains privilégiés. Les formalités qu'ils ont à remplir pour se livrer à l'exercice de leur profession sont plus minutieuses que celles imposées aux « ambulants. »

Ils doivent déposer à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement dans lequel ils se trouvent une demande à l'effet d'obtenir un carnet d'identité. La justification de leur identité doit être jointe à leur demande, dans les mêmes conditions que pour les individus de la première catégorie; il en est de même pour les formalités relatives à la patente. Il leur faut, en outre, apporter la preuve qu'ils sont bien de nationalité française et joindre à leur demande 3 épreuves de leur photographie sur papier simple. De plus, ils doivent fournir un certificat qu'ils ont été vaccinés ou revaccinés avec succès depuis moins de dix ans, sinon ils sont tenus de se soumettre à une vaccination ou revaccination dans le délai de huitaine, à partir de la mise en demeure; ils jouissent donc

d'un délai beaucoup plus bref pour se mettre en règle avec la loi.

Quand ils ont satisfait à toutes ces obligations, l'administration préfectorale leur délivre un carnet d'identité, sur laquelle est collée l'une des trois épreuves photographiques déposées avec leur demande. Un feuillet spécial est annexé au carnet d'identité; ce feuillet contient la justification de leur vaccination ou la mention de la mise en demeure qui leur a été adressée.

Ce carnet est également obligatoire pour tous les individus sans domicile ni résidence qui accompagnent les forains. Toutefois, les enfants de moins de 13 ans, qui appartiennent à la famille du forain ou à celle de ses employés sont dispensés de cette obligation.

Dans le but de faciliter les recherches, le législateur a pris certaines mesures qui étaient demandées depuis longtemps. Autrefois, il était très difficile de retrouver les renseignements concernant les forains, ces renseignements étant épars dans tous les arrondissements; désormais ce sera très simple, toutes les indications portées sur les carnet d'identité étant centralisées au Ministère de l'Intérieur. Les carnets portent un numéro d'ordre et la date de leur délivrance. Dans les sous-préfectures ou les préfectures, l'administration établit en double des notices contenant les indications qui figurent sur les carnets d'iden-

tité. Une notice reste à la préfecture ou à la sous-préfecture, l'autre est envoyée au Ministère de l'Intérieur.

Cette centralisation au Ministère de l'Intérieur a un autre avantage : s'il arrive à un forain de perdre son carnet, il n'a qu'à faire une déclaration de perte à la préfecture, à la gendarmerie ou au commissariat de police, en mentionnant le lieu où le premier carnet lui a été délivré, et dans la huitaine il reçoit un nouveau carnet d'identité avec la mention duplicata.

Dans un but de contrôle, les individus de cette seconde catégorie sont tenus de présenter leur carnet d'identité à toute réquisition d'un agent de l'autorité ou d'un officier de la police judiciaire.

Afin d'assurer l'application de ce règlement, le législateur a édicté ici des sanctions plus dures que pour les ambulants : tous les forains contrevenant aux dispositions relatives à ce certificat d'identité et en général aux prescriptions de l'article 2 de la loi sont punissables d'une amende de seize francs à cent francs et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, la peine d'emprisonnement doit nécessairement être prononcée.

La troisième catégorie est formée par « les nomades ».

Il faut comprendre sous ce vocable « tous les indi-

« vidus, quelle que soit leur nationalité, circulant en France, sans domicile ni résidence fixe, et ne rentrant pas dans une des deux catégories ci-dessus, même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession ». Dans cette catégorie rentrent les trimardeurs, les romanichels, les bohémiens, les tziganes, les roulottiers qui circulent soit isolément, soit en groupe, ainsi que les commerçants et industriels forains de nationalité étrangère.

Les nomades sont, on l'a vu, particulièrement dangereux, et leur circulation est un véritable fléau pour les campagnes; aussi le législateur s'est montré très exigeant à leur égard et a pris contre eux des précautions comme pour de véritables malfaiteurs ou repris de justice.

Tous les nomades, à l'exception des enfants qui n'ont pas treize ans révolus, doivent être munis d'un carnet individuel d'identité dit « carnet anthropométrique ».

Ce carnet anthropométrique, les nomades qui sont en France doivent en faire la demande dans les préfectures ou sous-préfectures des arrondissements où ils se trouvent; ils doivent justifier de leur identité. L'administration préfectorale est toujours libre de refuser la délivrance d'un carnet anthropométrique d'identité. Dans le cas où il est accordé, ce carnet contient toutes les mentions de nature à établir

l'identité du nomade : son nom, ses prénoms et surnoms, son pays d'origine, la date et le lieu de sa naissance.

Le nomade demandeur d'un carnet d'identité est soumis aux formalités de la mensuration, et son carnet porte son signalement anthropométrique, on y indique notamment la hauteur de la taille, celle du buste, l'envergure, la longueur et la largeur de la tête, le diamètre bizigomatique, la longueur de l'oreille droite, la longueur des doigts médius et auriculaire gauche, celle de la coudée gauche, celle du pied gauche, la couleur des yeux, deux photographies du nomade, l'une le représentant de profil, l'autre de face, sont collées sur un feuillet du carnet par les soins de l'administration qui le délivre ; enfin des cases sont réservées dans ce carnet pour les empreintes digitales du porteur.

En faisant leur demande d'un carnet d'identité, les nomades doivent fournir un certificat constatant qu'ils ont été vaccinés ou revaccinés avec succès depuis moins de dix ans ; faute de cette justification ils sont tenus de se soumettre à une vaccination immédiate. On mentionne cette justification ou le résultat de la vaccination sur un feuillet spécial qui est annexé au carnet anthropométrique.

Une autre pièce d'identité est imposée au chef de famille, quand les nomades voyagent en groupe, il doit

être muni d'un carnet collectif, qui lui est délivré en même temps que le carnet individuel.

Ce carnet collectif doit contenir l'énumération complète des personnes qui vivent avec lui, leur signalement, leur état-civil et l'indication des liens de droit ou de parenté qui l'unissent à ces personnes. S'il se produit des modifications dans la famille ou le groupe, elles doivent y être aussitôt constatées. De même, à chaque événement intéressant l'état civil des personnes inscrites au carnet collectif, le chef de famille a l'obligation de remettre ce carnet au maire de la localité où il se trouve, afin que celui-ci y mentionne l'événement : naissance, mariage, divorce ou décès.

Sur ce carnet ou consigne encore le numéro de la plaque de contrôle spéciale aux nomades, les empreintes digitales des enfants âgés de moins de treize ans, la description des véhicules employés par la famille ou le groupe, les numéros des carnets individuels anthropométriques délivrés aux personnes du groupe et sur un feuillet spécial les indications relatives à la vaccination de tous les membres du groupe.

La possession d'un carnet anthropométrique d'identité et d'un carnet collectif, ne sont pas encore les seules obligations auxquelles sont astreints les nomades. Leurs voitures portent en outre des plaques ordinaires, une plaque de contrôle spéciale qui est apposée à l'arrière des voitures d'une façon apparente.

Elle mesure au moins 18 centimètres de hauteur sur 36 de largeur ; afin d'être bien visibles, les chiffres indiquant le numéros d'ordre ont une dimension de 10 centimètres de hauteur : Sur cette plaque est inscrite la mention “ Loi du 16 juillet 1912 ”, et l'estampille du Ministère de l'Intérieur y est apposée.

Quand les nomades ont satisfait à toutes ces mesures, qu'ils sont en possession de toutes les pièces exigées, ils peuvent circuler ; mais ils sont astreints à un contrôle permanent. Dans les communes où ils séjournent, ils sont obligés de faire viser leur carnet individuel par le commissaire de police, à défaut ou en l'absence du commissaire de police, par le brigadier de gendarmerie, et à défaut de gendarmerie, par le maire de la commune. Ces diverses autorités apposent sur les cases du carnet individuel leurs visas, en indiquant le jour, la date et l'heure. En outre de ce contrôle auquel ils pourront échapper en ne présentant pas leurs livrets, les nomades sont encore tenus de produire les carnets individuels et collectifs quand ils en sont requis en cours de route, par un agent de la force ou de l'autorité publique, qui appose son visa sur le carnet individuel.

Quand toutes les cases du carnet anthropométrique sont remplies, les titulaires en demandent un autre à l'administration préfectorale de l'arrondissement où ils se trouvent, et celle-ci leur en remet un autre en

mentionnant ce fait sur le carnet collectif. Toujours dans le même but de contrôle, les nomades ont encore l'obligation de déclarer toutes les modifications ou pertes qui peuvent leur survenir au cours de leurs pérégrinations. En cas de changements dans leur matériel, pas suite de destruction ou de vente, ces changements sont mentionnés sur le carnet collectif par l'administration préfectorale de l'arrondissement où se trouvent les nomades, à l'époque de ces changements : Si une voiture est remplacée par une autre, cette nouvelle voiture est décrite au carnet collectif, et la plaque de l'ancien véhicule vendu ou détruit est apposée sur le nouveau. Si un nouveau véhicule ne remplace pas l'ancien, la plaque est déposée à la préfecture ou sous-préfecture et mention en est faite au carnet collectif.

Aussitôt qu'un nomade perd une de ces pièces obligatoires pour lui, carnet anthropométrique individuel, carnet collectif, plaque spéciale de voiture, il doit faire une déclaration de perte à la préfecture ou sous-préfecture de l'arrondissement où il se trouve ; l'administration lui donne un récépissé qu'il restitue au moment du remplacement du carnet ou de la plaque perdus.

Un service central est établi au Ministère de l'Intérieur, qui reçoit des préfectures ou sous-préfectures toutes les notices concernant les nomades : on lui

signale également toutes les pertes de pièces, de plaques de contrôle, ou les changements à faire sur les notices particulières à chaque nomade.

Afin d'assurer l'exécution de ces formalités, le législateur a décidé que tout nomade qui n'aurait pas de carnet individuel d'identité et ne le ferait pas viser, serait puni des peines édictées contre les vagabonds.

D'autres pénalités sont établies pour ceux qui tenteraient de se soustraire à certaines formalités du carnet collectif ou de frauder soit par des déclarations mensongères, soit par l'emploi de faux carnets.

Une mesure de contrainte a encore été prise qui donnera de l'efficacité à la loi. Aux termes de l'article 7 de la loi « en cas d'infraction soit à la présente
« loi, soit aux lois et règlements de police, les voi-
« tures et les animaux des nomades pourront être
« provisoirement retenus, à moins de caution suffi-
« sante. Les frais de fourrière seront à la charge des
« délinquants ou contrevenants ; au cas de non paye-
« ment, le jugement de condamnation ordonnera la
« vente, dans les formes prévues par l'article 617 du
« Code de procédure civile », c'est-à-dire dans les
ventes sur saisie-exécution.

Ce moyen de contrainte exercera certainement une influence heureuse sur l'esprit des nomades et les excitera à abandonner le pays ou à se soumettre aux règlements. De plus, la procédure employée est très

rapide et les frais peu considérables. La vente est faite le dimanche ou le jour du marché le plus proche et il suffit qu'elle soit annoncée un jour seulement à l'avance par quatre placards affichés l'un au lieu où se trouve la roulotte, l'autre à la porte de la mairie, le troisième au marché de l'endroit ou le plus voisin, le quatrième à la porte de l'auditoire de la justice de paix.

Ces différentes formalités auxquels sont astreints les nomades sont destinées à leur donner une identité certaine ; mais d'autres précautions étant nécessaires, le législateur, dans l'article 11 de la loi, avait annoncé qu'un règlement spécial d'Administration publique, rendu après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, déterminerait les mesures de prophylaxie auxquelles seraient soumis tous les ambulants, forains et nomades. Ce décret parut le 28 juin 1913 à *l'Officiel*. Nous avons déjà examiné les mesures relatives à la vaccination ; il nous en reste à voir encore un certain nombre d'autres.

Le règlement a, en quelque sorte, déterminé les cas dans lesquels pourraient s'exercer à propos des nomades et forains les pouvoirs conférés aux maires par l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 et les différentes lois relatives à l'hygiène et à la salubrité publique.

Le maire d'une commune a le droit, tout d'abord,

de s'assurer de la santé des forains ou nomades qui arrivent dans sa commune, qu'ils y séjournent ou non. Le droit est transformé en un devoir quand il apprend qu'un forain ou un nomade est malade et il doit sans retard le faire visiter par un médecin. Si le médecin constate une des maladies suivantes : « fièvre typhoïde, thyphus exathématique, variole et varioloïde, scarlatine, rougeole, diphtérie, suette militaire, choléra et maladies cholériformes, peste, fièvre jaune, dysenterie, infections puerpérales et ophtalmie des nouveaux nés, méningite cérébrospinale, tuberculose pulmonaire, coqueluche, grippe, pneumonie et broncho-pneumonie, érysipèle, oreillons, lèpre, teigne, conjonctivite puruleuse et ophtalmie granuleuse », il prévient le maire et avise le préfet ou le sous-préfet de l'arrondissement. Le maire prend alors des mesures destinées à isoler le malade ou à l'hospitaliser si cela est nécessaire. Puis, le service sanitaire est avisé par le préfet ou le maire et vient procéder à la désinfection des linges contaminés ou souillés et de la voiture ou roulotte où se trouve le malade. Si un forain ou nomade vient à décéder dans sa commune, le maire doit immédiatement faire constater le décès par un médecin.

Les dispositions prises dans un de ces deux cas sont portées par le maire au service de désinfection sur des feuillets spéciaux annexés au carnet d'identité

pour le forain, au carnet anthropométrique et collectif pour le nomade. Le médecin inscrit également sur ces feuillets le nom et le prénom du malade, ainsi que la maladie pour laquelle il l'a soigné.

L'article 11 de la loi sanctionne par avance les dispositions de ce règlement sanitaire. Les infractions à ce règlement sont punissables « d'un emprisonnement « de six jours à un mois et d'une amende de seize « francs à deux cents francs ou de l'une de ces deux « peines seulement. »

Le législateur, pour éviter une interprétation abusive de la loi dispose dans un article 13, « qu'il n'est en rien « dérogé aux lois et règlements en vigueur concernant « les pouvoirs du préfet de police, des préfets des « départements et des autorités municipales pour la « police de la voie publique, des halles, marchés, fêtes « locales et généralement pour la protection du bon « ordre, de la sûreté et de la salubrité publique. »

Cet article qui montre le véritable sens de la loi qui est venu simplement renforcer la législation antérieure en édictant des règles plus précises et des sanctions plus sévères et en facilitant la tâche de diverses autorités administratives chargées de surveiller les ambulants, les forains et les nomades : pour le commerçant ambulant, simple déclaration, pour le forain français sans domicile ni résidence, carnet d'identité, pour le nomade carnet anthropométrique d'identité, carne

collectif et plaque de contrôle spéciale. Le trimardeur pour qui le livret d'ouvrier a cessé d'être obligatoire, échappait à la surveillance administrative, et n'était punissable que des peines édictées contre le vagabondage et la mendicité ; il est maintenant soumis aux mêmes obligations que les forains étrangers romanichels, tout au moins en ce qui concerne son identité.

Les formalités dont nous venons de parler ont encore l'avantage d'être uniformisées et centralisées. Les différentes administrations préfectorales délivrent ainsi à chaque individu les pièces qui lui sont nécessaires, suivant la catégorie à laquelle il appartient : leur rôle est très bien défini. En outre, la loi a créé au Ministère de l'Intérieur un nouveau service chargé de centraliser tous les renseignements.

Toutes les mentions portées aux pièces d'identité délivrées dans les préfectures, toutes les modifications à ces pièces, sont immédiatement relatées sur des notices spéciales adressées au Ministère de l'Intérieur.

Les mesures simples et nettes, les procédés rapides de renseignements, les sanctions plus fortes et mieux appropriées permettent de coordonner les efforts des différentes autorités et de les rendre efficaces. Les différents agents chargés de veiller à l'application des prescriptions de la loi, montreront certainement plus de zèle quand ils seront certains de voir leurs efforts suivis de résultats. C'est qu'en effet, il est plus facile

maintenant aux Parquets et Tribunaux de sévir contre les gens sans aveu qui pullulent sur les routes : dans tous les cas où ces individus ne sont pas porteurs des pièces d'identité exigées par la loi, ils ne peuvent plus, comme autrefois, s'abriter derrière la définition du vagabondage donnée par l'article 270 du Code pénal ; bien au contraire, les Tribunaux doivent leur appliquer les peines du vagabondage et même pour le nomade, le défaut de présentation du carnet collectif, lorsqu'il est nécessaire, le rend passible des peines portées aux articles 479 et 480 du Code pénal.

Nous avons relevé plus haut un défaut d'égalité dans le régime applicable aux forains, différence de régime provenant de la nationalité, le manque d'égalité se fait également sentir entre forains français, suivant qu'ils sont ou non domiciliés. Si le forain a un domicile, le simple récépissé lui suffit, et c'est là un régime de faveur par égard aux autres forains français payant les mêmes impôts et exerçant le même métier, le manque d'uniformité dans le régime applicable aux forains est certainement un des grands défauts de la loi.

M. Elie Campmas, secrétaire général du Syndicat professionnel « l'Avenir Forain » est de notre avis à ce sujet. Pour lui, le traitement applicable au forain ne devrait pas être basé sur le fait d'être ou non domicilié, mais sur celui d'être ou non syndiqué, le

fait d'appartenir à un syndicat forain, serait une preuve suffisante que l'individu vit réellement de son métier de forain. Le forain entrepreneur syndiqué n'aurait besoin alors comme pièces d'identité que de sa carte syndicale revêtue d'une photographie et de son livret de forain; quant aux forains non syndiqués, à ceux-là il réserve les rigueurs de la loi.

Quoi qu'il en soit, le régime nouveau permet largement aux autorités de surveiller les individus qui vivent sur la route et de forcer à rentrer dans l'ordre ceux qui tenteraient de s'en écarter. Il est utile néanmoins de remarquer que cette loi, qui devait entrer en vigueur six mois après sa promulgation, n'est pas encore appliquée. Les préfectures n'ont encore reçu aucune instruction et la loi semble destinée à demeurer à l'état de lettre morte. Il serait temps pourtant de l'employer contre les nomades qui pillent notre pays, et se livrent même à des attentats criminels, comme l'indiquent les faits qui se sont passés récemment à Lunel.

Pour compléter, nous pensons qu'une entente internationale serait très utile pour faciliter aux différents Etats leur tâche à l'égard des romanichels. A l'heure actuelle c'est à qui, parmi les Etats, ne recevra pas le romanichel expulsé. Ainsi, grâce à une entente, on pourrait facilement repousser en Asie tous ces nomades et leur interdire l'accès des grands Etats

européens. Les rapports entre Etats étant de plus en plus fréquents et cordiaux, il est à prévoir qu'une telle entente se fera bientôt qui nous débarrassera pour longtemps de ces éternels vagabonds.

18 Septembre 1913.

VU

et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

ISTRIA.

Lu et Approuvé,

Le président de la Thèse,

RENÉ JACQUELIN.

VU :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

ANNEXE

LOI

Sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades.

(16 juillet 1912)

Art. 1^{er}. Tous individus domiciliés en France ou y possédant une résidence fixe, qui voudront, quelle que soit leur nationalité, exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulants, seront tenus d'en faire la déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où ils ont leur domicile ou leur résidence fixe. — La déclaration comprendra les noms, prénoms, professions, domiciles, résidences, dates et lieux de naissance des déclarants. Récépissé leur en sera délivré sur la seule justification de leur identité. — L'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce ambulants sans déclaration préalable et le défaut de présentation du récépissé, visé au paragraphe précédent, à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique, constitueront des contraventions. Les contrevenants seront punis d'une amende de cinq à quinze francs (5 fr. à 15 fr.) et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement d'un à cinq jours. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera prononcé.

2. Tous individus de nationalité française qui, n'ayant en

France ni domicile, ni résidence fixe, voudront circuler sur le territoire français pour exercer la profession de commerçants ou industriels forains, devront demander un carnet d'identité reproduisant leur signalement avec photographie à l'appui et énonçant leurs noms, prénoms, lieux et dates de naissance, ainsi que leur dernier domicile ou leur dernière résidence avec l'indication du genre de commerce ou d'industrie qu'ils entendront exercer. — Ce carnet sera délivré par le préfet pour l'arrondissement du chef-lieu du département, et par le sous-préfet pour les autres arrondissements. — Le carnet d'identité des commerçants et industriels forains devra être présenté à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique. — Tous individus sans domicile ni résidence fixe qui accompagneront les commerçants ou industriels forains devront, dans les mêmes conditions, être munis d'un carnet d'identité. — Les commerçants et industriels forains ne pourront employer les personnes visées au paragraphe précédent qu'après s'être assurés qu'elles sont bien pourvues du carnet d'identité. — Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.) et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, la peine d'emprisonnement sera nécessairement prononcée.

3. Sont réputés nomades pour l'application de la présente loi, quelle que soit leur nationalité, tous individus circulant en France sans domicile ni résidence fixes et ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées, mêmes s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession. Ces nomades devront être munis d'un carnet anthropométrique d'identité. — Ceux qui se trouveront en France lors de la mise à exécution de la loi devront, dans un délai d'un mois, demander le carnet prévu au paragraphe précédent,

soit au préfet dans l'arrondissement chef-lieu du département, soit au sous-préfet dans les autres arrondissements. — Les nomades venant de l'étranger ne seront admis à circuler en France qu'à la condition de justifier d'une identité certaine, constatée par la production de pièces authentiques, tant pour eux-mêmes que pour toutes personnes voyageant avec eux. Ils adresseront leur demande de carnet à la préfecture ou à la sous-préfecture du département ou de l'arrondissement frontière. — La délivrance du carnet anthropométrique d'identité ne sera jamais obligatoire pour l'administration. Elle ne fera pas obstacle à l'application des dispositions de la loi du 3 décembre 1849 sur le séjour des étrangers en France, non plus qu'à l'exercice des droits reconnus aux maires sur le territoire de leurs communes, par les lois et règlements relatifs au stationnement des nomades. — Tous nomades séjournant dans une commune devront, à leur arrivée et à leur départ, présenter leurs carnets à fin de visa, au commissaire de police, s'il s'en trouve un dans la commune, sinon au commandant de la gendarmerie et, à défaut de brigade de gendarmerie, au maire. — Le carnet anthropométrique d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique. — Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines édictées contre le vagabondage.

4. Le carnet anthropométrique d'identité est individuel. Toutefois, le chef de famille devra se munir d'un carnet collectif comprenant tous les membres de la famille. — Les mentions à porter sur ces carnets seront déterminées par les règlements d'administration publique prévus à l'article 10 de la présente loi. Elles comporteront notamment : — 1^o L'état civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec le chef de famille, ainsi que les liens de droit ou de parenté le rattachant à chacune de ses personnes ; — 2^o La

mention, au fur et à mesure qu'ils interviendront, des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès des personnes ci-dessus visées. Dans chacune de ces circonstances, le carnet devra être produit aux officiers de l'état civil pour l'inscription desdites mentions ; — 3^o Le numéro de la plaque de contrôle spécial dont devront être munis, à compter de la mise à exécution de la présente loi, les véhicules de toute nature employés par les nomades, indépendamment des plaques prévues par les articles 3 de la loi du 30 mai 1851, et 16 du décret du 10 août 1852. — Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines portées aux articles 479 et 480 du code pénal.

5. Seront punis de deux à cinq années d'emprisonnement et d'une amende de cent francs à mille francs (100 fr. à 1.000 fr.) : — Ceux qui auront fabriqué, soit un faux récépissé de la déclaration prévue à l'article 1^{er}, soit un faux carnet d'identité, soit une fausse plaque spéciale de contrôle. — Ceux qui auront altéré ou falsifié, soit un récépissé, soit un carnet d'identité originairement véritables, soit une plaque spéciale de contrôle, ou qui auront sciemment fait usage d'un récépissé de déclaration ou d'un carnet d'identité fabriqué, altéré ou falsifié, ou d'une plaque spéciale de contrôle fabriquée, altérée ou falsifiée.

6. Seront punis d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cent francs (50 fr. à 500 fr.) : — Tous individus qui, pour obtenir soit le récépissé de déclaration prévu à l'article 1^{er}, soit le carnet d'identité prévu aux articles 2, 3 et 4, auront pris un nom supposé, quand même cette supposition de nom n'aurait pas pour effet de faire inscrire une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant. — Tous individus qui auront fait usage d'un carnet délivré sous un autre nom que le leur ou ne s'appliquant pas à leur personne.

7. En cas d'infraction soit à la présente loi, soit aux lois

et règlements de police, les voitures et animaux des nomades pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante. Les frais de fourrière seront à la charge des délinquants ou contrevenants ; au cas de non-paiement, le jugement de condamnation ordonnera la vente dans les formes prévues par l'article 617 du code de procédure civile.

8. Les dispositions des articles 1^{er}, 2, 3 et 4 ci-dessus ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles.

9. Les articles 1^{er} et 3 de la loi du 8 août 1893 sont modifiés et complétés comme il suit : — « *Art. 1^{er}*. Tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire au maire ou au commissaire de police, délégué à cet effet par le maire, une déclaration de résidence en justifiant de son identité, dans les huit jours de son arrivée. Aucune déclaration ne pourra être accueillie par le maire ou le commissaire de police, si celui qui l'a faite ne justifie pas des pièces d'identité requises par le règlement d'administration publique prévu ci après. Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers, suivant la forme déterminée par un arrêté ministériel. — Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant, dans la forme des actes de l'état civil, moyennant les mêmes droits. — En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivée, à la mairie ou au commissariat de police de sa nouvelle résidence. » — « *Art. 3*. L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui n'aura pas fait viser son certificat d'immatriculation en cas de changement de résidence, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, sera passible d'une

amende de cinquante francs à deux cents francs (50 à 200 fr.). — Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte, qui aura dissimulé ou tenté de dissimuler son identité au moyen de faux papiers, même lorsque l'usage ou la tentative d'usage de faux papiers ne sauraient avoir pour effet de porter une condamnation au casier judiciaire d'un tiers, sera passible d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de cent francs à trois cents francs (100 fr. à 300 fr.) et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français. — L'étranger expulsé du territoire français, et qui serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement, sera condamné à un emprisonnement de un à six mois ; il sera, après l'expiration de sa peine recouduit à la frontière. — L'article 463 du code pénal est applicable au cas prévu par la présente loi ».

10. La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation. — Avant l'expiration de ce délai, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la loi, notamment en ce qui touche la délivrance et les modalités du carnet anthropométrique d'identité pour les nomades, les mentions et les visas à porter sur ce carnet, ainsi que la nature et les indications de la plaque spéciale de contrôle prévue par l'article 4.

11. Un règlement spécial d'administration publique, rendu après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, déterminera les mesures de prophylaxie, notamment les vaccinations et revaccinations périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants forains et nomades, ainsi que les étrangers visés à l'article 9 assujettis à la présente loi. — Les infractions aux dispositions de ce règlement d'administration publique seront punies d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à deux cents francs (16 fr. à 200 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

12. L'article 463 du code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi.

13. Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées, sans qu'il soit en rien dérogé aux lois et règlements en vigueur concernant les pouvoirs du préfet de police, des préfets des départements et des autorités municipales pour la police de la voie publique, des halles, marchés, fêtes locale et, généralement, pour la protection du bon ordre, de la sûreté et de la salubrité publique.

14. Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	3
CHAPITRE I ^{er} . — Les différents types de nomades et ambulants.	7
§ 1. — Les Romanichels et vulgaires nomades	7
§ 2. — Les Forains	23
§ 3. — Les Commerçants ambulants .	27
CHAPITRE II. — Le Régime antérieur à la loi du 16 juillet 1912	29
Inefficacité de ce Régime et causes de cette inefficacité.	53
CHAPITRE III. — La Loi du 16 juillet 1912.	63
§ 1. — Les travaux préparatoires . .	63
§ 2. — La loi	82
BIBLIOGRAPHIE	112

BIBLIOGRAPHIE

- Rapport de la Commission extra-parlementaire instituée pour rechercher les moyens propres à améliorer la police du vagabondage et des campagnes. *Journ. Off.*, 29 mars 1898, p. 1940.
- Interpellation de M. Fernand David, 29 octobre 1907.
- Proposition de loi de M. Jean Cruppi, 19 décembre 1907. Docum. parl., n° 1394. *Journ. Off.*, p. 437.
- Proposition de loi de M. Georges Berry, 27 décembre 1907. Docum. parl., n° 1413. *Journ. Off.*, p. 456.
- Proposition de loi de M. Etienne Flandin, 20 janvier 1908. Docum. parl., n° 1455. *Journ. Off.*, p. 68.
- Proposition de loi de M. Lebrun, 25 février 1908. Docum. parl., n° 1544. *Journ. Off.*, p. 159.
- Rapport de M. Marc Reville, 7 juillet 1908. Docum. parl., n° 1919. *Journ. Off.*, p. 2157.
- Projet de loi, 25 novembre 1908. Docum. parl., n° 2129. *Journ. Off.*, p. 111.
- Rapport supplémentaire de M. Marc Reville, 7 juin 1909. Docum. parl., n° 2545. *Journ. Off.*, p. 1213.
- Reprise du rapport de M. Marc Reville, 13 juin 1910. Docum. parl., n° 87. *Journ. Off.*, p. 524.
- Rapport de M. Marc Reville, 17 novembre 1910. Docum. parl., n° 473. *Journ. Off.*, p. 118.
- Rapport supplém. de M. Marc Reville, 15 décembre 1910. Docum. parl., n° 585. *Journ. Off.*, p. 207.
- Discussion : séance du 22 décembre 1910,
- Transmission au Sénat, 23 décembre 1910. Docum. parl., n° 424. *Journ. Off.*, p. 47.
- Rapport de M. Flandin, 21 mars 1911. Docum. parl., nos 74 et 74 bis. *Journ. Off.*, p. 93.
- Rapport de M. Flandin, 30 mars 1911. Docum. parl., n° 101. *Journ. Off.*, p. 136.
- Rapport supplémentaire de M. Flandin. 7 mars 1912. Docum. parl., n° 92. *Journ. Off.*, p. 703.
- Discussion : séance du 12 mars 1912.
- Retour à la Chambre, 30 mars 1912. Docum. parl., n° 1861. *Journ. Off.*, p. 418.
- Rapport de M. Marc Reville, 7 juin 1912. Docum. parl., n° 1964. *Journ. Off.*, p. 1299.
- Discussion : séance du 20 juin 1912.
- Lectures pour Tous*, n° octobre 1908.

